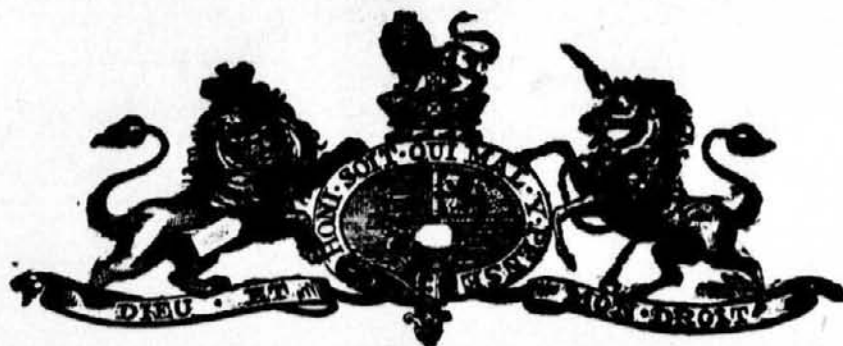




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 29 JUIN 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

Nominations

No 1087 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 juin courant (1901), de nommer le révérend M. F. X. Faguy et M. Eugène Blais, membres de la commission scolaire catholique de la cité de Québec, en remplacement d'eux-mêmes, leur terme d'office étant expiré.

No 901 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 juin courant (1901), de nommer le révérend W. J. Shaw, D. D., L. L. D., commissaire d'écoles de la cité de Montréal, section protestante, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

2697

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29th JUNE, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2334

Appointments

No. 1087 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June instant, (1901), to reappoint the Reverend F. X. Faguy and Mr. Eugène Blais, members of the catholic school commission of the city of Quebec, their term of office having expired.

No. 901 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June instant, (1901), to re-appoint the Reverend W. J. Shaw, D. D., L. L. D., school commissioner of the city of Montreal, protestant section, his term of office having expired.

2698

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22^e jour d'avril 1901, de nommer M. Robert Emile Lindsay, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gédéon, comté du Lac Saint-Jean, greffier de la cour de magistrat dans et pour le comté du Lac Saint-Jean, à Saint-Gédéon.

2675

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of April, 1901, to appoint Mr. Robert Emile Lindsay, farmer, of the parish of Saint Gédéon, county of Lake Saint John, clerk of the magistrate's court for the county of Lake Saint John, at Saint Gédéon.

2676

Proclamation

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le ONZIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le VINGTIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TREIZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1853

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King. Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the ELEVENTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the ELEVENTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the TWENTIETH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1854

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great

sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour de juin 1901, incorporant Hugh Leonard et Alphonse Labrecque, de D'Israéli, dans le canton de Garthby, dans le district de Saint-François, mineurs et commerçants; James Leonard, du canton de Winalow, dans le district de Saint-François, commerçant; George E. Drummond et James T. McCall, des cité et district de Montréal, marchands de fer, d'acier et de métaux, pour les fins suivantes, savoir: De miner et concentrer le fer chromé et autres minerais et toutes transactions nécessitées par les dites affaires, et en général de faire toutes choses requises et en rapport pour conduire la dite entreprise, acquérir par achat, échanger ou autrement, les terres et mines, et de faire des contrats et conventions avec toute personne ou personnes, et aux conditions qui peuvent être convenues dans le but de miner les dites terres.

Acquérir des machines et appareils nécessaires pour miner, mouler et autrement travailler les minerais trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce; employant pour cette fin la vapeur, pouvoir d'eau ou tout autre pouvoir moteur; vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, sous le nom de: "The Montreal Chrome Iron Company," avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en mille parts (1,000) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce 20e jour de juin 1901.

2681 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 19ème jour de juin 1901, incorporant, Archibald Cousineau, agent d'immeubles; Arthur Lapierre, tailleur; Stanislas Rousseau, Rodrigue Gauthier, commis-voyageurs, et Jacques Villeneuve, commis-voyageur, de la cité et du district de Montréal pour les fins suivantes, savoir: se récréer et s'instruire, en ayant un local pour y installer des jeux athlétiques, et y avoir une bibliothèque et une salle de lecture sous le nom de "Le Club Frontenac," avec un fonds social de deux mille piastres (\$2,000), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingtième jour de juin 1901.

2679 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes supplémentaires ont été émises aujourd'hui ce dix-neuvième jour de juin 1901, sous le grand sceau de la province de Québec, par lesquelles le fonds social de la compagnie "The Wire and Cable Company" est augmenté à un million de piastres (\$1,000,000).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour du mois de juin 1901.

2677 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

Avis Public

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1901, incorporating Hugh Leonard and Alphonse Labrecque, of D'Israeli, in the township of Garthby, in the district of Saint Francis, miners and traders; James Leonard, of the township of Winalow, in the district of Saint Francis, trader; George E. Drummond and James T. McCall, of the city and district of Montreal, iron, steel and metal merchants, for the following purposes, viz: Of mining and concentrating chrome iron, ore and other ores, and all transactions necessitated by said business, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking, to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands and mines, and to enter into contracts and agreements with any person or persons, and upon such terms as may be agreed upon for the purpose of mining said lands.

To purchase machinery and plant necessary for the mining, milling and otherwise treating the minerals found in the said lands, and converting them into commercial products; using therefor steam, water-power or any other motive power; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, under the name of "The Montreal Chrome Iron Company," with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into one thousand shares (1,000) of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this 20th day of June, 1901.

2682 ADELARD TURGEON,
Interim Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 19th day of June, 1901, incorporating Archibald Cousineau, real-estate agent; Arthur Lapierre, tailor; Stanislas Rousseau, commercial traveller; Rodrigue Gauthier, commercial traveller, and Jacques Villeneuve, commercial traveller, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, namely: to divert and instruct themselves and to have a house for the purposes of making an installation of a complete gymnasium, a library and a reading room by the name of "The Frontenac Club," with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000), divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twentieth day of June, 1901.

2680 ADELARD TURGEON,
Interim Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," supplementary letters patent have been this day issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June instant, whereby the total capital stock of "The Wire and Cable Company" is increased to one million dollars (\$1,000,000).

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of June, 1901.

2678 ADELARD TURGEON,
Interim Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Seigneurie de Pabos.
P. en ft. du lot 3, du 2e rang, à Henry Jones.
Canton Price.
Lot 12, du rang A, à Weston F. Milliken.
E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 29 juin 1901. 2737

No 569.01.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 juin courant, 1901, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Louis de Gonzague", le territoire suivant, savoir :

Borné au N.-O. par le rang VII, du canton Watford, et par le rang IV, du canton Langevin, au N.-E., dans "Langevin", par Sainte-Justine, au S.-E. par la rivière Saint-Jean, au S.-O., par l'extrémité est des rangs IX et X, du canton de Metgermette, par la ligne qui sépare les rangs IX et X, de Metgermette, et par la ligne qui sépare les lots 22 et 23 dans les rangs XI, X, IX et VIII, du canton Watford, le tout dans le comté de Dorchester.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1901). 2695

No 695.00.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 juin courant, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Samuel de Horton, comté de Nicolet, les lots Nos 1 et 2, du VIIIe rang de l'Augmentation du canton de Bulstrode, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Sainte-Eulalie, dans le même comté.

Ce changement de limites, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901. 2691

No 2048.00.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 juin courant, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de Ham Sud Ouest, (Saint-Adrien), comté de Wolfe, les lots Nos 11, 12, 13 et 14, du premier rang du canton de Ham, et de les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de "Notre-Dame de Lourdes, de Ham Nord", dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901. 2685

No 1239.00.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 juin courant, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de "Sainte-Jeanne de Neuville", comté de Portneuf, les lots suivants, savoir : Nos 5, 6, 7 et 8, du cadastre de la paroisse de Saint-Basile, dans le même comté, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Bois de l'Ail", dans le susdit comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901. 2687

Seigniorie of Pabos.
Ft. pt. of lot 3, of 2nd range, to Henry Jones.
Township Price.
Lot 12, of range A, to Weston F. Milliken.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 29th June, 1901. 2738

No. 569.01.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

New school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June instant (1901), to erect into a distinct school municipality, under the name of "Saint Louis de Gonzague", the following territory, to wit :

Bounded on the N. W. by range VII, of the township Watford, and by range IV, of the township Langevin, on the N. E., in "Langevin", by Sainte Justine, to the S. E. by the river Saint Jean, on the S. W. by the eastern extremity of the ranges IX and X, of the township of Metgermette, by the line which separates the ranges X and XI, of Metgermette, and by the line which separates lots 22 and 23, in the ranges XI, X, IX and VIII, of the township Watford, the whole in the county of Dorchester.

This erection to take effect only on the 1st of July next, 1901. 2696

No. 695.00.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June instant (1901), to detach from the school municipality of Saint Samuel of Horton, county of Nicolet, the lots Nos. 1 and 2, of the VIIIth range of the Gore of Bulstrode, and annex them, for school purposes, to the municipality of Sainte Eulalie, in the same county.

This change of boundaries to take effect only on the 1st of July next, 1901. 2692

No. 2048.00.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Changing limits of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June instant, 1901, to detach from the school municipality of Ham South West, (Saint Adrien), in the county of Wolfe, lots Nos. 11, 12, 13 and 14, of the first range of the township of Ham, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Notre-Dame de Lourdes de Ham North", in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1901. 2686

No. 1239.00.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Changing limits of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th June instant, 1901, to detach from the school municipality of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, the following lots, to wit : Nos. 5, 6, 7 and 8, of the cadastre of the parish of Saint Basile, in the same county, and annex them, for school purposes, to the school municipality of "Bois de l'Ail," in the said county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1901. 2688

No 21.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 juin courant, 1901, de détacher de la municipalité du "Sacré-Cœur de Jésus" le demi lot suivant du cadastre du canton de Tring, comté de Beauce, savoir : le demi lot sud du lot No 25, dans le VIe rang du dit canton de Tring, et l'annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Victor de Tring," dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1901. 2689

No 551.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 20 juin courant, 1901, de détacher les lots 1 et 2, dans le 5e rang, lot 1 dans le 6e rang, lot 1, dans le 7e rang, et lot 1, dans le 8e rang de la municipalité de Orford, comté de Sherbrooke, de la municipalité scolaire de Brompton, comté de Richmond, et les annexer de nouveau à la municipalité de Orford pour les fins scolaires ; aussi de détacher lot 25, partie sud-ouest du lot 26, partie sud-ouest du lot 27, dans le 6e rang, partie sud-est du lot 22, lots 23 et 24 dans le septième rang ; lots 35 et 36 dans le 8e rang ; lots 28, 29, 30, 31 et 32 dans le 9e rang, et lot 28, dans le 10e rang de la municipalité de Brompton de la municipalité scolaire de Brompton, comté de Richmond, et les annexer à la municipalité scolaire de Orford, comté de Sherbrooke, pour les fins scolaires des protestants.

Ce changement de limites prendra effet le 1er juillet 1901, seulement. 2693

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 juin 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Onésime Paré, écuyer, notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district du Saguenay, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Téléphore Fortin, en son vivant notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, en vertu des dispositions du code du notariat (article 3685 des S. R. P. Q.).

2609-2 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE QUÉBEC.

(1 Ed. VII, chap. 31.)

AVIS.

En conformité des dispositions de la Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels, toutes associations ou personnes ayant droit de voter pour le choix d'un membre de l'un ou de l'autre des Conseils, sont notifiées par les présentes d'avoir à communiquer au soussigné leur nom et adresse postale, le ou avant le premier jour d'août 1901.

FELIX MAROIS,
Greffier des Conseils de Conciliation
et d'Arbitrage.

Département des Travaux Publics,
Québec, 15 juin 1901. 2523-2

No. 21.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Changing limits of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June instant, 1901, to detach from the municipality of "Le Sacré Cœur de Jésus" the following cadastral half lot of the township of Tring, county of Beauce, namely : the south half of lot No. 25, in the VIth range of the said township of Tring, and to annex it, for school purposes, to the municipality of "Saint Victor de Tring," in the same county.

This annexation to come into effect only on the 1st of July next, 1901. 2690

No. 551.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Changing limits of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June instant, 1901, to detach lots 1 and 2, in the 5th range, lot 1, in the 6th range, lot 1, in the 7th range, and lot 1, in the 8th range of the municipality of Orford, Sherbrooke county, from the school municipality of Brompton, Richmond county, and to re-annex them to the municipality of Orford for school purposes ; also to detach lot 25, south west part of lot 26, south west part of lot 27, in the 6th range, south east part of lot 22, lots 23 and 24 in the seventh range ; lots 35 and 36 in the 8th range ; lots 28, 29, 30, 31 and 32 in the 9th range, and lot 28, in the 10th range of the municipality of Brompton from the school municipality of Brompton, Richmond county, and to annex them, to the school municipality of Orford, Sherbrooke county, for protestant school purposes.

This change of limits will take effect, 1st July, 1901, only.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 18th June, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph Onésime Paré, esquire, notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Téléphore Fortin, in his lifetime notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

2610 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT.

(1 Ed. VII, chap. 31.)

NOTICE.

Pursuant to the provisions of the Act respecting Councils of Conciliation and of Arbitration for settling Industrial Disputes, all associations or persons entitled to vote in the selection of a member for either Council, are hereby requested to give their name and postal address to the undersigned, on or before the first day of August, 1901.

FELIX MAROIS,
Registrar of Councils of Conciliation
and of Arbitration.

Department of Public Works,
Québec, 15th June, 1901. 2524

No 924.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de "Stoke", comté de Richmond, les lots suivants du cadastre, savoir : De 1 à 12, inclusivement, dans le Ier rang ; de 1 à 11, inclusivement, dans le IIe rang ; de 1 à 9, inclusivement, dans le IIIe rang ; de 1 à 9, inclusivement, dans le IVe rang du dit canton de Stoke, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Brompton", dans le même comté.

Les avis donnés dans la *Gazette Officielle* des 1er et 8 juin dernier 1901, sont nuls.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1902. 2583-2

No 1288.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de "Montcalm", comté d'Argenteuil, les lots suivants du cadastre, savoir : Les lots Nos 22 jusqu'à 44, inclusivement, des I, II, III, IV, V, VI, VII et VIIIe rangs du dit canton de Montcalm, et les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac des Seize Îles."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1902. 2581-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant

No. 924.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of "Stoke", county of Richmond, the following cadastral lots, to wit : From 1 to 12, inclusively, in the 1st range ; from 1 to 11, inclusively, in the 2nd range ; from 1 to 9, inclusively, in the 3rd range ; from 1 to 9, inclusively, in the 4th range of the said township of Stoke, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Brompton", in the same county.

The notices given in the *Official Gazette* of the 1st and 8th June last, 1901, are null.

This annexation, if it is authorized, shall take effect only on the 1st of July, 1902. 2584

No. 1288.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the municipality of "Montcalm", county of Argenteuil, the following cadastral lots, to wit : Lots Nos. 22 to 44, inclusively, of I, II, III, IV, V, VI, VII and VIIIth ranges of the said township and Montcalm, and to erect them into a district school municipality, under the name of "Lac des Seize Îles."

This erection, if it is authorized, shall take effect only on the 1st of July, 1902. 2582

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53. —All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the later al

intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'un individu, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de non déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2329

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2330

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas pré-

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected, and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not

sentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent déclarer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

2331

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorpo-

been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, amending in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets;

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

2332

Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the appli-

rant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom de la compagnie sera "The Richelieu Cordage Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est :

(a) De manufacturer et vendre de la corde et de la ficelle pour relieur ; d'acheter et vendre de la manille et de la fibre de chanvre et autres matériaux employés dans ce genre d'affaires de la dite compagnie ;

(b) D'acquérir la propriété et la manufacture appartenant à Henderson Black, situées dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, province de Québec, aussi matériel, engin et machines à être placés par lui, et nécessaires pour les fins de la compagnie et ses affaires ;

(c) D'acquérir tous tels autres biens immeubles, matériel et machines qui sont ou pourront devenir nécessaires pour l'exploitation des affaires de la dite compagnie.

3° Le bureau principal d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000, divisé en 750 parts de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Miles Edgar Agar, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick, marchand et manufacturier ; Henderson Black, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme ; William Anderson Campbell, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, marchand et manufacturier ; Frederick Lincoln Hall, de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme, et Francis Charles Chubb, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, comptable.

6° Toutes les personnes ci-haut nommées seront les premiers directeurs de la dite compagnie et sont tous sujets de Sa Majesté.

GEO. R. W. KITTSOON,
Avocat des requérants.

Montréal, 20 juin 1901.

2703

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est "The C. P. Company, limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de manufacturer et vendre des fournitures et des appareils électriques.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Thomas Pringle, ingénieur hydraulique ; Annie Martha Knox, épouse séparée de biens d'Edward Egbert Cary, manufacturier, dûment autorisée par son dit mari ; Cecelia Marie Brennan, épouse séparée de biens de Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, dûment autorisée par son dit mari ; Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, et Edward Egbert Cary, manufacturier, tous de la dite cité de Montréal.

cants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, viz :

1. The name of the company will be "The Richelieu Cordage Company."

2. The object for which incorporation is sought is :

(a) The manufacture and sale of cordage and binder twine and the purchase and sale of manila and sisal fibre and other material used in the business of the said company ;

(b) The acquisition of the property and factory belonging to Henderson Black, situate in the town of Saint Johns, in the district of Iberville and province of Quebec, and of the plant, engine and machinery to be placed therein by him, necessary for the purposes of said company and its business ;

(c) The acquisition of such other real estate, plant and machinery as may be or become necessary for the carrying on of the undertaking and business of said company.

3. The chief place of business and the head office of said company will be at the said town of Saint Johns, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said company will be \$75,000, divided into 750 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Miles Edgar Agar, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick, merchant and manufacturer ; Henderson Black, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman ; William Anderson Campbell, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, merchant and manufacturer ; Frederick Lincoln Hall, of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman, and Francis Charles Chubb, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, accountant.

6. All of the above named are to be the first directors of the said company and all being subjects of His Majesty.

GEO. R. W. KITTSOON,
Attorney for applicants.

Montreal, 20th June, 1901.

2704

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The C. P. Company, limited."

2. The object for which such incorporation is sought is : the manufacture and sale of electrical supplies and apparatus.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars.

5. The number of shares will be five hundred, and the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Pringle, hydraulic engineer ; Annie Martha Knox, wife separated as to property of Edward Egbert Cary, manufacturer, hereto duly authorized by her said husband ; Cecelia Marie Brennan, wife separated as to property of Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, hereto duly authorized by her said husband ; Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, and Edward Egbert Cary, manufacturer, all of the said city of Montreal.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous résident en Canada et sont sujets de Sa Majesté.

DUNCAN McCORMICK,
Avocat des requérants.

Montréal, 24 juin 1901.

2705

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Natashquan Iron Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir, exploiter et explorer certains terrains ferrugineux ou miniers dans les environs de la rivière Natashquan, dans la province de Québec, d'acquérir des patentes pour des séparateurs de minerais de fer magnétique à être utilisés en rapport avec icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec. Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres.

4° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Robert T. Hopper, marchand ; Robert C. Smith, C. R., avocat ; Jeffrey H. Burland, gentilhomme ; W. McLea Walbank, gérant ; Frederick H. Markey, avocat ; James C. McArthur, marchand ; Charles A. Barnard, avocat, tous de la dite cité de Montréal ; John G. Turriff, commissaire des Terres de la Puissance, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; Robert Stephen Cleese, avocat, de Shrewsbury, dans le comté de Shropshire, Angleterre, et Walter H. E. Jackson, courtier, de la cité de Londres, Angleterre.

Les dits Robert T. Hopper, Robert C. Smith et Charles A. Barnard, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 juin 1901.

2725

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie projetée sera "The Terreault Steel and Malleable Iron Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'exploiter un procédé pour transformer la fonte en acier ; forger et tremper le fer, l'acier et les métaux ; manufacturer, fondre et couler toute espèce d'instruments et articles en fer, fonte, acier et métal généralement ; acheter, vendre et faire le commerce de fer, articles en fer, fonte, acier et métal généralement ; acheter, louer ou acquérir autrement, et exploiter des carrières, mines, usines, magasins et entrepôts ; acheter, louer ou acquérir autrement, de quelque manière que ce soit ; vendre, construire et faire les travaux et bâtisses nécessaires pour l'objet de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la dite com-

27. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, and all reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DUNCAN McCORMICK,
Attorney for applicants.

Montreal, 24th June, 1901.

2706

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, constituting the applicants hereinafter described, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Natashquan Iron Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : for the purpose of acquiring, developing and exploring certain iron or mining properties in the vicinity of the River Natashquan, in the province of Quebec, and the acquisition of patents for magnetic iron ore separators to be used in connection therewith.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec. The proposed capital stock of the said company is \$100,000.00.

4. The names in full and address of the applicants are : Robert T. Hopper, merchant ; Robert C. Smith, K. C., advocate ; Jeffrey H. Burland, gentleman ; W. McLea Walbank, manager ; Frederick H. Markey, advocate ; James C. McArthur, merchant ; Charles A. Barnard, advocate, all of the said city of Montreal ; John G. Turriff, Dominion Lands Commissioner, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; Robert Stephen Cleese, barrister, of Shrewsbury, in the county of Shropshire, England, and Walter H. E. Jackson, broker, of the city of London, England.

The said Robert T. Hopper, Robert C. Smith and Charles A. Barnard will be the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Solicitors for applicants.

Montreal, 26th June, 1901.

2726

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, under the provisions of the joint stock companies' act, of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company will be "The Terreault Steel and Malleable Iron Company."

2. The objects for which the incorporation is sought are : to work and conduct a process for the transformation of pig-iron into steel ; to forge and temper iron, steel and metals ; to manufacture, melt and cast all kinds of instruments and articles of iron, cast-iron, steel and metal generally ; to buy, sell and trade in hardware and hardware articles, pig-iron, steel and metals generally ; to buy, lease or otherwise acquire, hold and work quarries, mines, work shops, stores and warehouses ; to buy, lease or acquire in any way whatsoever, sell, build and make such works and buildings as may be necessary for the purposes of the company.

3. The chief place of business of the said company

pagnie sera dans la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant projeté du fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres, divisé en quatre mille actions de cinquante piastres chacune.

5° Les noms au long, occupation et adresse de chacun des requérants sont comme suit : Amédée Anaclel Bernard, médecin ; John Terreaux, manufacturier ; L. Edmour Bernard, avocat, tous trois de la cité de Saint-Henri, près de Montréal, dans la province de Québec ; Frank Pauzé, manufacturier, L. Arsène Bernard, pharmacien, ces deux derniers de la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Les dits Amédée Anaclel Bernard, John Terreaux, L. Arsène Bernard et Frank Pauzé seront les premiers directeurs de la compagnie.

CROSS & BERNARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 6 juin 1901.

2491-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social," incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci après mentionnés :

1° Le nom de la Compagnie sera "The Shawinigan Lumber and Wood Working Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est :

(a) D'acquérir par achat ou autrement des étendues de terre à bois et de faire le commerce de bois ;

(b) Eriger ou acquérir des moulins à scie et à planer et outils et appareils pour travailler le bois, les mettre en opération et vendre leurs produits ;

(c) Faire en général les affaires de constructeur et entrepreneur ;

(d) Acquérir par achat ou autrement la propriété nécessaire pour faire les dites affaires ;

(e) Et en général de faire toutes choses requise et en rapport à l'exploitation des dites entreprises.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la municipalité des Chutes Shawinigan, province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont : Ulderic St. Onge, entrepreneur, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; Charles Lafond, architecte, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; Caroline Bousquet, épouse séparée de biens de Damasse Marson, marchande publique, gentilhomme, des cité et district de Montréal ; Richard K. Laflamme, gentilhomme, de Lyster, comté de Mégantic, P. Q. ; François Labelle, entrepreneur et constructeur, de la municipalité des Chutes Shawinigan.

Les premiers directeurs de la dite compagnie seront : Charles Lafond, architecte, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; Ulderic St. Onge, entrepreneur, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; François Labelle, entrepreneur et constructeur, de la municipalité des Chutes Shawinigan, tous de la province de Québec, lesquels sont tous sujets anglais.

N. K. LAFLAMME,

Procureur des requérants.

2556-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de

is to be in the city of Saint Henry, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock of the said company will be two hundred thousand dollars, divided into four thousand shares of fifty dollars each.

5. The names in full, calling and address of each of the applicants are as follows : Amédée Anaclel Bernard, doctor of medicine ; John Terreaux, manufacturer ; L. Edmour Bernard, advocate, all three of the city of Saint Henry, near Montreal, on the province of Quebec ; Frank Pauzé, manufacturer, and L. Arsène Bernard, druggist, the two latter of the city of Montreal, in the province of Quebec.

The said Amédée Anaclel Bernard, John Terreaux, L. Arsène Bernard and Frank Pauzé are to be the first directors of the company.

CROSS & BERNARD,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th June, 1901.

2492

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by Letters Patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company will be the "Shawinigan Lumber and Wood Working Company."

2. The object for which the incorporation is sought is :

(a) To acquire by purchase or otherwise tracts of timber lands and to engage in lumbering operations ;

(b) To erect or acquire saw and planing mills and wood working plants, to operate the same and to sell the products ;

(c) To conduct a general building and contracting business ;

(d) To acquire by purchase or otherwise the property necessary for the carrying on of the said businesses ;

(e) And generally to do any and all things that are requisite and incidental to the proper carrying out of the said undertakings :

3. The chief place of business of the said company will be in the municipality of Shawinigan Falls, province of Quebec.

4. The capital stock of the said company will be fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names of the petitioners are : Ulderic St. Onge, contractor, of the municipality of Shawinigan Falls ; Charles Lafond, architect, of the municipality of Shawinigan Falls ; Caroline Bousquet, wife separate as to property of Demasse Marsan, marchande publique, gentleman, of the city and district of Montreal ; Richard K. Laflamme, gentleman, Lyster, county of Mégantic, P. Q. ; François Labelle, contractor and builder, of the municipality of Shawinigan Falls.

The first directors of the said company will be : Charles Lafond, architect, of the municipality of Shawinigan Falls ; Ulderic St. Onge, contractor, of the municipality of Shawinigan Falls ; François Labelle, contractor and builder, of the municipality of Shawinigan Falls, all of the province of Quebec, and all of whom are british subjects.

N. K. LAFLAMME,

Attorney for applicants.

2560

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, under the provisions of the joint stock companies

la loi corporative des compagnies à fonds social, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ou telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la Compagnie sera "The Quebec Combination Rack Company (Ltd.)."

2° L'objet de l'incorporation est de faire, fabriquer et vendre des râteliers de tous genres.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Benjamin Spedding, marchand de fer en gros, Montréal; H. Schethene, notaire, Montréal; Ralph. C. Thorneloe, marchand à commission, Montréal; E. H. Gray, gérant, Saint-Paul, P. Q.; Chas. O. Clark, manufacturier de cloches, Saint-Paul, P. Q.; F. Fowler, marchand de fromage, Montréal; F. W. Fairman, manufacturier de fils métalliques, Montréal.

Les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, lesquels résident en Canada et sont sujets britanniques.

WALTER G. THORNELOE,

Procureur des requérants.

Montréal, 28 mai 1901.

2345-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social", incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Le Club Saint-Ours".

2° Les objets, en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont l'encouragement de l'éducation, la récréation, l'amusement et l'amélioration des relations sociales de ses membres.

3° Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Saint-Ours, dans le district de Richelieu, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de deux mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cents, de dix dollars l'une.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : J. Ovila Maranda, marchand; Aimé E. Vary, médecin; Joseph Papillon, tailleur; J. Albert Jacques, marchand; Aldéric Mogé, menuisier; Ephrem Lacouture, sellier; Vital Ladébauche, fondeur, et J. Ernest Maranda, marchand, tous de la ville de Saint-Ours susdite.

7° Les dits J. Ovila Maranda, Aimé E. Vary et Joseph Papillon seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, et tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

PICHE & CORDEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 mai 1901.

2467-4

Avis est donné que demande sera faite par les personnes ci-dessous à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation civile, sous le nom et pour les fins ci-après :

1° Le nom de la dite compagnie sera "La Compagnie F. Lapointe", "The F. Lapointe Company".

2° Les fins pour lesquelles la constitution en cor-

act of the province of Quebec, for a charter of incorporation of letters patent to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "The Quebec Combination Rack Company (Ltd.)."

2. The object of incorporation is to make, manufacture and sell racks.

3. The chief place of business of said company is to be the city and district of Montreal.

4. The intended amount of capital stock is twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is to be two hundred and fifty, and the amount of each share is to be the value of one hundred dollars.

6. The names in full, address and calling of each of the applicants are as follows: Benjamin Spedding, wholesale iron merchant, Montreal; H. Schethene, notary, Montreal; Ralph. C. Thorneloe, commission merchant, Montreal; E. H. Gray, manager, Saint Paul, P. Q.; Chas. O. Clark, bell manufacturer, Saint Paul, P. Q.; F. Fowler, cheese merchant, Montreal; F. W. Fairman, wire manufacturer, Montreal.

The above are to be the first provisional directors, all of whom reside in Canada and are british subjects.

WALTER G. THORNELOE,

Attorney for applicants.

Montreal, 28th May, 1901.

2346

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "Le Club Saint-Ours".

2. The objects for which the incorporation is sought, in virtue of this act, are the encouragement of education, recreation and the improvement of the social relations of its members.

3. The head office of the company will be in the town of Saint Ours, in the district of Richelieu, province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be two thousand dollars.

5. The number of share will be two hundred, of ten dollars each.

6. The names in full, residence and profession of the petitioners are as follows: J. Ovila Maranda, merchant; Aimé E. Vary, physician; Joseph Papillon, tailor; J. Albert Jacques, merchant; Aldéric Mogé, joiner; Ephrem Lacouture, sadler; Vital Ladébauche, founder, and J. Ernest Maranda, merchant, all of the town of Saint Ours aforesaid.

7. The said J. Ovila Maranda, Aimé E. Vary and Joseph Papillon, will be the first or interim directors of the company, and all residents in Canada and subjects of His Majesty.

PICHE & CORDEAU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 7th May, 1901.

2468

Notice is given that an application will be made by the undermentioned persons to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter by Letters Patent, under the joint stock companies act, incorporating them under the following name and for the following purposes :

1. The name of said company shall be "La Compagnie F. Lapointe", "The F. Lapointe Company".

2. The purposes for which incorporation is sought

poration civile est demandée sont : fabriquer tous les objets ou ustensiles propres à l'usage ou à l'ameublement des maisons d'habitation, magasins, hôtels, bureaux, écoles, théâtres et églises, les objets de fantaisie ou de bijouterie, les voitures d'enfants, les voitures ou chaises de malades ou d'infirmités, faire le commerce de tous ces articles, les louer ou les échanger pour d'autres objets du même genre ou pour des immeubles, et en général faire le commerce de grands magasins, (*departmental stores*); posséder des immeubles d'une valeur annuelle n'excédant pas vingt mille dollars.

3° Le principal établissement de la dite compagnie sera à Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$190,000, divisé en actions de \$10.00.

5° Les noms, profession et résidence des requérants sont : Frédéric Lapointe, marchand de meubles; Léonidas Charlebois, gérant; Fabien Guibord, comptable; Adélard Paré, comptable, et Romulus Camille Piuze, commis, tous des cité et district de Montréal, qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 29 mai 1901. 2391-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, de la cité et du district de Montréal, épouse de John Deegan, du même endroit, charretier, Demanderesse ;

vs

Le dit John Deegan, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette affaire.

STEPHENS & HUTCHINS,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 mai 1901. 2599-2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1792.

Dame Marie Alvine Yvonne Béland, épouse commune en biens de Joseph Emile Eugène Clavet, mécanicien, tous deux de la cité de Québec, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

PELLETIER & CHOUINARD,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 23 mai 1901. 2337-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 393

Dame Marie Louise Eugénie Côté, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Wilbrod Baril, manufacturier, du même lieu, Demanderesse ;

et

Le dit Joseph Wilbrod Baril, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 juin 1901. 2487-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2451.

Dame Georgette Mahieu, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Horace Boisseau, commerçant, du même endroit, dûment autorisée en justice, a poursuivi son dit mari en séparation de biens.

HORACE ST. LOUIS,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 22 mai 1901. 2319-5

are : manufacture all articles and utensils suitable for the use and furnishing of residential houses, stores, hotels, offices, schools, theatres and churches, jewelry and fancy articles, baby and invalid chairs or carriages, and deal in all the above articles, rent or exchange them for similar articles or for immovables, and in general carrying on such business as carried on in departmental stores; hold immovable property of an annual value not exceeding twenty thousand dollars.

3. The principal place of business of said company will be at Montreal.

4. The capital stock of said company will be \$190,000, divided into shares of \$10.00.

5. The names, profession and residence of applicants are : Frédéric Lapointe, furniture dealer, Léonidas Charlebois, manager; Fabien Guibord, accountant; Adélard Paré, accountant, and Romulus Camille Piuze, clerk, all of the city and district of Montreal, who shall be the first directors of said company.

BEIQUE, LAFONTAINE,

TURGEON & ROBERTSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 29th May, 1901. 2392

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, of the city and district of Montreal, wife of John Deegan, of the same place, carter, Plaintiff ;

vs

The said John Deegan, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th May, 1901. 2600

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1792.

Dame Marie Alvine Yvonne Béland, wife common as to property of Joseph Emile Eugène Clavet, machinist, both of the city of Quebec, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

PELLETIER & CHOUINARD,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 23rd May, 1901. 2338

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 393.

Dame Marie Louise Eugénie Côté, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Wilbrod Baril, manufacturer, of the same place, Plaintiff ;

and

The said Joseph Wilbrod Baril, Defendant.
An action for separation of property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal 5th June, 1901. 2488

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2451.

Dame Georgette Mahieu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Horace Boisseau, of the same place, trader, duly authorized in justice, has instituted an action for separation as to property from her said husband.

HORACE ST. LOUIS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1901. 2320

Cour Supérieure—District de Saint-François.
No 177.

Cyrille Roy, commis-marchand, village de Mégantic, dit district, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son épouse, Elizabeth Mercier, du même lieu.

J. A. GAUDET,
Procureur du demandeur.
2659-2

4 juin 1901.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Mark Stanbridge, du canton de Brome, district de Bedford, cultivateur.

C. A. NUTTING,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 29 mai 1901. 2429-4

Une assemblée générale des actionnaires de la compagnie dite "Hull Electric Company" sera tenue au bureau principal de la compagnie, à Aylmer, Québec, mercredi, le troisième jour de juillet 1901, à 2.30 P. M., pour l'élection des directeurs pour l'année courante et pour la transaction d'autres affaires.

W. R. TAYLOR,
Secrétaire-trésorier.
Aylmer, Québec, 17 juin 1901. 2651-2

Superior Court—District of Saint Francis.
No. 177.

Cyrille Roy, merchant's clerk, village of Mégantic, said district, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against his wife, Elizabeth Mercier, of the same place.

J. A. GAUDET,
Attorney for plaintiff.
2660

4th June, 1901.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, has, this day, taken out an action for separation as to property, against her husband, Mark Stanbridge, of the township of Brome, district of Bedford, farmer.

C. A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 29th May, 1901. 2430

A general meeting of the shareholders of "The Hull Electric Company" will be held at the head office of the company, at Aylmer, Quebec, on Wednesday, the third day of July, 1901, at 2.30 P. M., for the purpose of electing directors for the ensuing year and for the transaction of other business.

W. R. TAYLOR,
Secretary treasurer.
Aylmer, Que., 17th June, 1901. 2652

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION SAINT-FRANÇOIS.—SECTION OF SAINT FRANCIS.

Candidats à la pratique du Droit.—Candidates to practice of Law.

Examen de juillet 1901.—Examination of January, 1901.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.
Bégin.....	Edouard Honoré.....	Plus de—over 21 years	Sherbrooke.
Paquette.....	Arthur Ernest.....	do do	Coaticook.
Robertson.....	William Gordon Murray..	do do	Sherbrooke.
McIver.....	William Evander.....	do do	Melbourne.

2637-38-2

J. A. LEBLANC,
Secrétaire du Barreau de Saint-François.
Secretary of the Bar of Saint Francis.

BARREAU DE QUEBEC.—QUEBEC BAR.

SECTION DE BEDFORD.—BEDFORD SECTION.

Examens de juillet 1901.—July Examinations, 1901.

Candidat à la pratique.—Candidate to practice law.

Nom.—Name.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.
Carter.....	William Frederick.....	27 ans—years.....	Cowansville, Que.

A. J. E. LEONARD,
Secrétaire Barreau de Bedford.—Secretary Bedford Bar.
Sweetsburg, 15 juin 1901.—15th June, 1901. 2661-62-2

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 2 juillet 1901.—Examinations of the 2nd July, 1901.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.
1 Archambault	Joseph	22 ans—year.	Montréal.
2 Barry	John Joseph	39 " "	"
3 Beauchesne	Léonidas Émile	25 " "	"
4 Beaudry	Arthur Lucien Richard	23 " "	"
5 Bérard	Joseph Barthélemy	Plus de 21 ans—Over 21 years.	"
6 Burke	Edmond	" "	"
7 Campbell	George A.	" "	"
8 Casavant	Albert	24 ans—years.	"
9 Deguire	Anselme Séraphin	Plus de 21 ans—Over 21 years.	Notre-D. des Neiges Ouest.
10 Demers	Hector	23 ans—years.	Montréal.
11 Denis	Joseph	25 " "	"
12 Désy	Louis Joseph Alfred	22 " "	Saint-Barthélemy.
13 Doak	Algernon Ernest	Plus de 21 ans—Over 21 years.	Coaticook.
14 Dobell	Alfred Curzon	" "	Québec.
15 Dubeau	J. Adélard	" "	Joliette.
16 Ducharme	Jos. Pierre Léon	31 ans—years.	"
17 Du Tremblay	Pamphile	22 " "	Montréal.
18 Faribault	Léon Pierre Edouard	21 " "	L'Assomption.
19 Guérin	Léopold	Plus de 21 ans—Over 21 years.	Montréal.
20 Hains	Henri	" "	"
21 Haymond	Joseph Arthur	25 ans—years.	"
22 Holden	Arthur Ramsay	Plus de 21 ans—Over 21 years.	"
23 Houle	Léopold	26 ans—years.	"
24 Lacasse	Napoléon Urgèle	23 " "	"
25 Lacombe	George Albani	37 " "	"
26 Laurier	Lévi J.	23 " "	Lachenaie.
27 Lefebvre	Léon Joseph	30 " "	Montréal.
28 Magnan	Georges	Plus de 21 ans—Over 21 years.	"
29 Margolese	Joseph	" "	"
30 McMaster	Andrew Ross	24 ans—years.	"
31 McMichael	Robert Clark	Plus de 21 ans—Over 21 years.	Windsor Mills.
32 Mitchell	Walter G.	23 ans—years.	Montréal.
33 Moffat	David Smith	Plus de 21 ans—Over 21 years.	"
34 Molleur	George O.	23 ans—years.	Saint Jean.
35 Patterson	William	Plus de 21 ans—Over 21 years.	Montréal.
36 Pauzé	Joseph Xiste	" "	"
37 Place	Edson	" "	Millington.
38 Roy	Joseph	" "	Saint-Aimé.
39 St-Jacques	Joseph L.	23 ans—years.	Saint-Hermas.
40 St-Pierre	Henri A.	23 " "	Montréal.
41 Talbot	Joachim	24 " "	"
42 Thomson	Arthur Bayard	24 " "	"
43 Thompson	James Richard	21 " "	"
44 Tranchemontagne	Joseph Alexandre	25 " "	"
45 Tremblay	François Pamphile	25 " "	"
46 Walsh	Thomas Edward	21 " "	"
47 Whelan	Joseph	Plus de 21 ans—Over 21 years.	"

2643-44-2

ROBERT TASCHEREAU,
Secrétaire du Barreau de—Secretary of the Bar of Montreal.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidences.
Baillargeon	Elzéar	Plus de—over 21	Québec.
Drouin	Ferd. Omer	" "	"
Languedoc	Errol F. G.	" "	"
Simard	Chs. Joseph	" "	"
Talbot	Louis A.	" "	"
Tessier	Auguste	" "	Rimouski.

Québec, 17 juin—17th June, 1901.

CHARLES DEGUISE, Sec. B. Q.
2619-20-2

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DES TROIS-RIVIÈRES.—SECTION OF THREE RIVERS.

Examens de juillet 1901.—July examinations, 1901.

Candidat à l'étude du droit.—Candidate to study of law.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
Bourgeois.....	Charles.....	21 ans—years..	Trois-Rivières...	Nicolet, Charlottetown.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to the practice of law.

Caron.....	Charles-Edouard.....	27 ans—years..	Trois-Rivières...	
Trahan.....	Arthur.....	24 " " "	Nicolet	

ALFRED MARCHILDON,

Secrétaire de la section du barreau des Trois-Rivières.
Secretary of the section of the bar of Three Rivers.

2575-76-3

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de Benjamin B. Lusher, drapier,
Montréal,

et

C. A. McDonnell, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a
été préparé dans cette affaire et sera sujet à objec-
tion jusqu'au 18e jour de juillet 1901, le et après
laquelle date les dividendes seront payables dans
mon bureau, No 180, rue Saint Jacques.

C. A. McDONNELL,
Curateur.
2721

Montréal, 29 juin 1901.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }

Avis est par le présent donné que George Dal-
gliah, de la cité de Hull, dit district, commerçant,
a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire de la cour supérieure pour le district
d'Ottawa, et que le soussigné a été nommé gardien
provisoire.

JAMES C. DALGLISH,
Gardien-provisoire.
2727

Hull, 25 juin 1901.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of Benjamin B. Lusher, clothier,
Montreal,

and

C. A. McDonnell, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter and will be open to objection until
the 18th day of July, 1901, on and after which date
dividends will be payable at my office, No. 180,
Saint James street.

C. A. McDONNELL,
Curator.
2722

Montreal, 29th June, 1901.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }

Notice is hereby given that George Dalgliah, of
the city of Hull, in said district, trader, has, this
day, made an abandonment of his property, for the
benefit of his creditors, at the office of the protho-
notary of the superior court for the district of
Ottawa, and that the undersigned has been appointed
provisional guardian.

JAMES C. DALGLISH,
Provisional guardian.
2728

Hull, 25th June, 1901.

Vente d'immeuble en vertu des Actes
concernant la Faillite.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 1976.

Dans l'affaire de Alfred Lamontagne, de Québec,
confiseur, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de la cour supérieure de ce district le 18
juin courant, je procéderai à la vente à l'enchère à
mon bureau, 119, rue Saint-Pierre, Québec, le DIX
JUILLET 1901, à ONZE heures a.m., de l'immeuble
délaisse par le dit insolvable, savoir : un immeuble
portant le No 1139, du cadastre officiel pour le
quartier Jacques-Cartier, en la cité de Québec, étant

Sale of Real Estates under Insolvents
Acts.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No 1976

In the matter of Alfred Lamontagne, of Quebec,
confectioner, Insolvent.

Notice is hereby given that in conformity with a
judgment of the superior court of this district,
rendered on the 18th June instant, I will sell by
auction, at my office, 119, Peter street, Quebec, on
the TENTH day of JULY next (1901), at
ELEVEN o'clock A. M., the immoveable property
abandoned by said insolvent, to wit : An immov-
eable property designated as number 1139, of the

Les Nos 191, 193 et 195, de la rue Charest, côté sud - circonstances et dépendances ; sujet à une rente annuelle foncière de \$8.00, payable le 29 septembre de chaque année, à l'Hôpital Général de Québec, et sujet au paiement par l'acquéreur des taxes municipales et scolaires, à la cité de Québec, à compter du jour de l'adjudication.

A. FAUCHER,
Curateur.
2735

Québec, 27 juin 1901.

Règle de Cour

Province de Québec, } Cour Supérieure pour le
District de Montréal. } Bas Canada.
No 579.

Le vingt sixième jour de juin mil neuf cent un.

F. Dansereau, Demandeur ;
vs.
George Bradshaw, Défendeur ;
et
Colin C. Drew *et al*, Tiers-saisis ;
et
Charles Edward Archibald, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le vingtième jour de juin courant, les créanciers du dit George Bradshaw, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnés d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

L. D. GAREAU,
2723 Dép. P. C. S.

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir :) ELZEAR LACHANCE,
No 55.) Demandeur ; contre
JOS. ADOLPHE LECLERE, Défendeur.

Un emplacement sur la rue Saint-Jacques, dans le village de Princeville, étant le numéro deux cent trente-quatre (234), du cadastre officiel, contenant cinquante-huit pieds de front sur deux cent huit pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Sherif, Sherif.
Arthabaskaville, 25 juin 1901. 2707
[Première publication, 29 juin 1901.]

Ventes par le Sherif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

official cadaster for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being Nos. 191, 193 and 195, of Charest street, on the south side—circumstances and dependencies ; the whole subject to an annual ground rent of \$8.00, payable on the 29th September, of each year, to the General Hospital of Quebec, and subject also to the payment by the layer of municipal and school taxes which may payable to the city of Quebec, from the date of the adjudication.

A. FAUCHER,
Curator.
2736

Quebec, 27th June, 1901.

Rule of Court

Province of Quebec, } Superior Court for
District of Montreal. } Lower Canada.
No. 579.

The twenty-six day of June, one thousand nine hundred and one.

F. Dansereau, Plaintiff ;
vs.
George Bradshaw, Defendant ;
and
Colin C. Drew *et al*, Tiers-saisis ;
and
Charles Edward Archibald, Opposant.

Under the order of this court, given on the twentieth day of June instant, the creditors of the said George Bradshaw, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the Code of civil procedure.

L. D. GAREAU,
2724 Dep. P. S. C.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit :) ELZEAR LACHANCE,
No. 55.) Plaintiff ; against JOS.
ADOLPHE LECLERE, Defendant.

An emplacement on Saint James street, village of Princeville, being number two hundred and thirty-four (234), of official cadastre, containing fifty-eight feet in front by two hundred and eight feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe of Stanfold, on the THIRTIETH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 25th June, 1901. 2708
[First published, 29th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **DEMOISELLE GEOR-**
 No 3166. } **GIANNA ANGERS,**
 Demanderesse ; contre **LA SUCCESSION DE**
JEAN BUSQUE, Défenderesse, savoir :

Un terrain étant le lot numéro deux cent trente-quatre (234), du cadastre de la paroisse de Saint-François de la Beauce, premier rang nord-est de la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi que l'engin, bouilloire, etc., et le soufflet de forge, avec tous leurs accessoires situés dans la boutique.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le **TRENTIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **MIDI**.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Village de Saint-Joseph Beauce, 19 juin 1901. 2699

[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **GEDEON POMERLEAU,**
 No 3202. } **G** Demandeur ; contre **OMER**
MAHEU, Défendeur, savoir :

Le lot numéro trois cent soixante-neuf (369), du cadastre officiel du canton de Cranbourne, de la contenance de cinquante-trois acres, trois roods et quinze perches en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Odilon de Cranbourne, le **NEUVIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Village de Saint-Joseph, Beauce, 1 juin 1901. 2411-2

[Première publication, 8 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **MISS GEORGIANNA**
 No. 3166. } **M** **ANGERS,** Plaintiff ;
 against **THE ESTATE OF JEAN BUSQUE,**
 Defendant, to wit :

A land being lot number two hundred and thirty-four (234), of the cadastre of the parish of Saint-François de la Beauce, first range north east of the said parish—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, also the engine, boiler, &c., and the forge bellows, with all their accessories situate in the shop.

To be sold at the church door of the parish of Saint-François de la Beauce, on the **THIRTIETH** day of **JULY** next, at **NOON**.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
 Village of Saint Joseph, Beauce, 19th June, 1901. 2700

[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **GEDEON POMERLEAU,**
 No. 3202. } **G** Plaintiff ; against **OMER**
MAHEU, Defendant, to wit :

Lot number three hundred and sixty-nine (369), of the official cadastre of the township of Cranbourne, containing fifty-three acres, three roods and fifteen perches in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Odilon de Cranbourne, on the **NINTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
 Village of Saint Joseph, Beauce, 1st June, 1901. 2412

[First published, 8th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **GUSTAVE LAMOTHE**
 District de Montréal. } **ET AL,** *ès qualité,* De-
 No 718. } mandeurs ; contre **DAME**
MARY ANN BURKE, Défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Saint-Laurent, dans la ville de Beauharnois, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Beauharnois, sous le numéro vingt-quatre (24)—avec un hôtel et autres bâtisses sus-érigés.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Beauharnois, au palais de justice, en la ville de Beauharnois, **MARDI**, le **TRENTIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Beauharnois, 25 juin 1901. 2729

[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cou de Circuit, dans et pour le comté de Beauharnois, en la ville de Salaberry de Valleyfield.

Province de Québec, } **HONORE LE-**
 District de Beauharnois } **COMPTE,** Deman-
 No 271. } deur ; vs **AMEDEE**
LEFEBVRE, Défendeur.

Partie d'un lot de terre ou emplacement situé

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Province of Québec, } **GUSTAVE LAMOTHE**
 District of Montreal. } **ET AL,** *ès qualité,*
 No. 718. } Plaintiffs ; against **DAME**
MARY ANN BURKE, Defendant.

A lot of land or emplacement situate on Saint Lawrence street, in the town of Beauharnois, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Beauharnois, as number twenty-four (24)—with a hotel and other buildings thereon erected.

To be sold in the sheriff's office of the district of Beauharnois, in the court house, in the town of Beauharnois, on the **TUESDAY**, the **THIRTIETH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
 Beauharnois, 25th June, 1901. 2730

[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Beauharnois, in the town of Salaberry de Valleyfield.

Province of Québec, } **HONORE LE-**
 District of Beauharnois } **COMPTE,** Plain-
 No. 271. } tiff ; vs. **AMEDEE**
LEFEBVRE, Defendant.

Part of a lot of land situate in the town of Sala-

dans la ville de Salaberry de Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro huit cent vingt-trois (823), de la largeur de trente-deux pieds sur soixante pieds de longueur, mesure anglaise et plus ou moins; borné comme suit: au nord-ouest par le No 828, au sud et au sud-ouest par le reste du dit No 823, au nord-est par le No 824—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le NEUF de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 30 mai 1901. 2483-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } DANIEL SHANKS,
District de Beauharnois, } Demandeur; vs
No 168. } DONALD CAMERON,
Défendeur.

1° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quatrième rang du township de Dundee, comme numéro trois (3), dans le comté de Huntingdon, dans la paroisse de Sainte-Agnès de Dundee, superficie cent acres (100).

Sujet à la charge par l'acquéreur du paiement de toutes taxes et redevances imposées par un règlement passé par le township de Dundee, en vertu du chapitre cent dix-huit (118), des statuts de Québec, 51 et 52.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Anicet, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous les numéros cinq cent dix (510) et cinq cent onze (511), superficie soixante-deux arpents, plus ou moins.

3° Un autre lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Anicet, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro six cent douze (612), superficie cent sept acres, plus ou moins (107).

Pour être vendus, le lot en premier lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Agnès de Dundee, MERCREDI, le DIXIEME (10) jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

Les lots en deuxième et troisième lieu désigné (2ème et 3ème) à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet le MEME JOUR, le DIXIEME jour de JUILLET, à CINQ heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 4 juin 1901. 2481-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } JAMES H. PARK, du
District de Bedford, } village de Dunham, dans
No 6806. } le district de Bedford, culti-
vateur, Demandeur; contre les terres et tenements
de THOMAS SLOGGETT, du village de Cowansville, dit district de Bedford, Défendeur.

Ce certain lot ou une partie de terre situé dans

berry de Valleyfield, known and described on the official plan and in the book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield, as number eight hundred and twenty-three (823), of thirty-two feet in width by sixty feet in length, english measure and more or less; bounded as follows: on the north west by No. 828, on the south and south west by the remainder of the said No. 823, on the north east by No. 824—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on TUESDAY, the NINTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 30th May, 1901. 2484
[First published, 8th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Québec, } DANIEL SHANKS,
District of Beauharnois, } Plaintiff; vs
No. 168. } DONALD CAMERON,
Defendant.

1. The lot of land known and described on the official plan and book of reference of the fourth range of the township of Dundee, as number three (3), in the county of Huntingdon, in the parish of Sainte Agnes de Dundee, area one hundred (100) acres.

Subject to the charge upon the purchaser of the payment of all taxes and charges imposed by the by-law passed by the township of Dundee, in virtue of chapter one hundred and eighteen (118), of the statutes of Québec, 51st and 52nd.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as numbers five hundred and ten (510), and five hundred and eleven (511), area sixty-two arpents, more or less.

3. Another lot of land situate in the parish of Saint Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the said parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as number six hundred and twelve (612), area one hundred and seven (107) acres, more or less.

To be sold, the lot firstly described, at the parochial church door of the parish of Sainte Agnes de Dundee, on WEDNESDAY, the TENTH (10) day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

The lots secondly and thirdly (2 and 3) described at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, on the SAME DAY, the TENTH day of JULY, at FIVE of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 4th June, 1901. 2482
[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } JAMES H. PARK, of the
District of Bedford, } village of Dunham, in
No. 6806. } the district of Bedford,
farmer, Plaintiff; against the lands and tenements
of THOMAS SLOGGETT, of the village of Cowansville, in said district of Bedford, Defendant.
That certain lot or parcel of land situated in the

le village de Cowansville, dans le district de Bedford, et maintenant connu sur les plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Cowansville, sous le lot numéro quatre-vingt-un (81), contenant 13,390 pieds, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses y érigées et améliorations faites; borné en front par la rue Principale, en arrière par la rivière Yamaska, à l'est par le lot numéro quatre-vingt-deux (82), dudit plan officiel, et à l'ouest par le lot numéro quatre-vingt (80), du susdit plan officiel.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, dans le village de Sweetsburg, district de Bedford, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 24 juin 1901. 2683
[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Bedford.

Province de Québec, } LOUIS BOUCHARD, de
District de Bedford. } la ville de Waterloo,
No 6525 } dans le district de Bedford,
commerçant, Demandeur; contre les meubles et
immeubles de L. J. N. ROBERT, ci-devant de la
municipalité de Stukely Nord, dans le dit district,
et maintenant absent de la province de Québec.
Défendeur.

La moitié indivise d'un certain terrain faisant partie du lot vingt et un, dans le huitième rang du canton de Stukely, dans le district de Bedford, mesurant quarante-cinq pieds en front par la profondeur qui existe entre le chemin Sherbrooke et la ligne de division du septième rang du dit canton, et maintenant connue et désignée sous le lot numéro sept cent un (701), du plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, contenant une vergée et quatre perches en superficie—ensemble avec la moitié indivise de toutes les améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Bonsecours de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le TROISIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 21 juin 1901. 2701
[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Bedford.

Province de Québec, } JAMES CONNOLLY,
District de Bedford. } cultivateur, du canton
No 6549. } de Bolton, (partie ouest),
dans le district de Bedford, Demandeur; contre les
biens meubles et immeubles de FRANK H. STANBRIDGE,
du canton de Bolton, (partie ouest), dans le district de Bedford, Défendeur.

La moitié indivise :

1° Du lot numéro 16, dans le deuxième rang du canton de Bolton, district de Bedford, et maintenant connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro deux cent neuf (209), et contenant 217½ acres en superficie, plus ou moins.

2° D'une partie du lot numéro 17, dans le 2e rang du canton Bolton, (subdivision primitive), dans le district de Bedford, et maintenant connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro deux cent douze (212), et contenant 47 7/10 acres en superficie, plus ou moins.

3° D'une partie du lot numéro 17, dans le 2e rang du dit canton de Bolton, (subdivision primitive), et maintenant sous le numéro deux cent treize (213), du cadastre du dit canton, et contenant 48 acres en superficie, plus ou moins.

4° D'une partie du lot numéro 16, dans le 3e rang du dit canton (subdivision primitive), et maintenant

village of Cowansville, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of said village of Cowansville, as lot number eighty-one (81), containing 13,390 feet, more or less—together with the buildings and improvements thereon erected and made and appurtenances thereto belonging; bounded in front by Main street, in rear by the Yamaska river, on the east by lot number eighty-two (82), of said official plan, and on the west by lot number eighty (80), of the aforesaid official plan.

To be sold at the parish church door of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, in the village of Sweetsburg, and district of Bedford, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 24th June, 1901. 2684
[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Bedford.

Province of Quebec, } LOUIS BOUCHARD, of
District of Bedford. } the town of Waterloo,
No. 6525. } in the district of Bedford,
trader, Plaintiff; against the goods and lands of L. J. N. ROBERT, heretofore of the municipality of North Stukely, in said district and now absent from the province of Quebec, Defendant.

An undivided one half of a certain emplacement of land being part of lot twenty-one, in the eighth range of the township of Stukely, in the district of Bedford, measuring forty-five feet in front by the depth which lies between the Sherbrooke road and the range line of the seventh range of said township, and now known and distinguished as lot number seven hundred and one (701), of the official plan and book of reference of the said township of Stukely, containing one rood and four perches in superficies—together with an undivided one half of all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Bonsecours de Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, on the THIRD day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 21st June, 1901. 2702
[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Bedford.

Province of Quebec, } JAMES CONNOLLY,
District of Bedford. } of the township of
No. 6549. } Bolton (west part), in the
district of Bedford, farmer, Plaintiff; against the
goods and lands of FRANK H. STANBRIDGE,
of the township of Bolton, (west part), in the district of Bedford, Defendant.

An undivided one half of :

1. Lot number 16, in the 2nd range of the township of Bolton, district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number two hundred and nine (209), and containing 217½ acres in superficies, more or less.

2. Part of lot number 17, in the 2nd range of the township of Bolton, (primitive subdivision), in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number two hundred and twelve (212), and containing 47 7/10 acres in superficies, more or less.

3. Part of lot number 17, in the 2nd range of said township of Bolton, (primitive subdivision), and now known as cadastral number two hundred and thirteen (213), of said township, and containing 48 acres in superficies, more or less.

4. Part of lot number 16, in the 3rd range of said township (primitive subdivision), and now known

connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro trois cent dix-sept (317) du cadastre, et contenant 17 acres en superficie, plus ou moins—ensemble avec la moitié indivise de toutes les bâtisses construites et améliorations faites sur les dites étendues de terre.

La dite moitié indivise des dites étendues de terre décrites, pour être vendue en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton, district de Bedford, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 25 juin 1901.
[Première publication, 29 juin 1901.]

Shérif.
2733

on the official plan and book of reference of said township of Bolton, as cadastral number three hundred and seventeen (317), and containing 17 acres in superficies, more or less—together with the undivided one half of all the buildings and improvements on said pieces of land.

The said undivided half of said described pieces of land, to be sold *en bloc*, at the door of the parish church of Saint Edouard of Knowlton, in the village of Knowlton and district of Bedford, on the TENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 25th June, 1901.
[First published, 29th June, 1901.]

Sheriff.
2734

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, pour le Bas Canada.

Province de Québec, } **MICHAEL CONNOLLY**,
District de Montréal } des cité et district de
No 826. } Montréal, entrepreneur,
Demandeur ; vs LA COMPAGNIE DE CHEMIN
DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS, corps
politique et incorporé, ayant sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
CHARLES N. ARMSTRONG, entrepreneur, et
L'HONORABLE J. R. THIBAUDEAU, tous deux
des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Cette ligne de chemin de fer connue comme chemin de fer de la Baie des Chaleurs, située dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, commençant à un point de jonction avec le chemin de fer Intercolonial, à Matapédia, dans le canton de Ristigouche, de là traversant les cantons de Ristigouche, Mann, Nouvelle et la seigneurie de Shoolbred, les cantons de Carleton, Maria et New-Richmond, et de là s'étendant dans le canton de Hamilton, depuis la ligne servant de borne entre le dit canton en dernier lieu mentionné et le canton de New-Richmond, jusqu'au (mais non compris) lot de terre situé dans le premier rang du susdit canton de Hamilton, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 120, appartenant à un nommé Paul Frelatte, en tout une distance d'environ quatre-vingts milles depuis son commencement tel que ci-dessus mentionné, à son point de jonction avec le chemin de fer Intercolonial, à Matapédia, jusqu'au susdit lot officiel numéro 120, ensemble avec tous les accessoires et dépendances du dit chemin de fer, y compris le matériel roulant suivant, savoir : sept (7) locomotives, deux chasse-neige, un chasse-neige à ailes, un grappe-rail, un char à passagers de première classe, un char à passagers de seconde classe, un char de seconde classe et de bagage, un char pour la maille, l'express et le bagage, six chars à marchandises, vingt-sept chars plate formes, huit chars à bras, trocs et roues de chars de réserve, avec les maisons des stations de Matapédia, Cross Point, Oak Bay, Escuminac, Carleton, Maria, Cascapédia, New-Richmond, Black Cape, rivière Caplin et Caplin, avec leurs meubles et contenus, et la bâtisse de l'engin à Matapédia. Le dit chemin de fer traversant le canton de Ristigouche, est situé dans le premier rang de la rivière Ristigouche, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 83 ; traversant le canton de Mann, le dit chemin de fer est situé dans la réserve des sauvages, le rang Ristigouche, rang nord rivière du Loup, et dans le rang Point du Chêne, et est main-

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court, for Lower Canada.

Province of Quebec, } **MICHAEL CONNOLLY**,
District of Montreal. } of the city and district
No. 826. } of Montreal, contractor,
Plaintiff ; vs THE BAIE DES CHALEURS RAIL-
WAY COMPANY, a body politic duly incorporated
and having its principal place of business in the
city and district of Montreal, CHARLES N.
ARMSTRONG, contractor, and the HONORABLE
J. R. THIBAUDEAU, both of the city and district
of Montreal, Defendants.

That certain line of railway known as the Baie des Chaleurs Railway, situate in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, commencing at a point of junction with the Intercolonial Railway, at Matapédia, in the township of Ristigouche, thence, extending through the townships of Ristigouche, Mann, Nouvelle and the seigniorie of Shoolbred, the townships of Carleton, Maria and New-Richmond, and thence extending into the township of Hamilton, from the boundary line between the said last mentioned township and the township of New Richmond, up to (but not including) the lot of land situate in the first range of the aforesaid township of Hamilton, and known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 120, belonging to one Paul Frelatte, in all a distance of about eighty miles from its commencement as above mentioned, at its point of junction with the Intercolonial Railway, at Matapédia, to the aforesaid official lot number 120, together with all the accessories and appurtenances of the said railway, including the following rolling stock, to wit : seven (7) locomotive engines, two snow plows and one wing plow, one flanger, one first class passenger car, one second class passenger car, one second class and baggage car, one mail express and baggage car, six box cars, twenty-seven platform cars, eight hand cars, trolleys and spare car wheels, with the station houses at Matapédia, Cross Point, Oak Bay, Escuminac, Carleton, Maria, Cascapédia, New Richmond, Black Cape, Caplin River and Caplin, with their fixtures and contents, and the engine house at Matapédia. The said railway passing through the township of Ristigouche, is situate in the first range river Ristigouche, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 83 ; passing through the township of Mann, the said railway is situate in the indian reserve, the Ristigouche range, north range River du Loup, and in the range Point du Chêne, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot No. 38 ;

tenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot No. 38 ; traversant le canton de Nouvelle et la seigneurie de Shoolbred, le dit chemin de fer est situé dans le rang de la Pointe à la Garde, le rang de Shoolbred ouest, la seigneurie de Shoolbred, rang nord du chemin, rang sud du chemin, rang rivière Nouvelle, centre ouest et sud-ouest, rang est de la rivière Nouvelle, rang sud-est et est de Shoolbred, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton et seigneurie en dernier lieu mentionnés comme lot numéro 283 ; traversant le canton de Carleton, le dit chemin de fer est situé dans les premier et deuxième rangs, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 54 ; traversant le canton de Maria, le dit chemin de fer est situé dans la partie ouest du deuxième rang, la partie ouest du premier rang, la partie est du premier rang, la partie est du deuxième rang, le rang Patrickton, le deuxième rang de Cascapédia, le premier rang de Cascapédia et dans l'île au Cheval, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 70 ; traversant le canton de New-Richmond, le dit chemin de fer est situé dans le premier rang, rang A, et dans les troisième, quatrième et cinquième rangs et dans le rang du Grand Cascapédia, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 901, le dit chemin de fer passant dans le canton de Hamilton, est situé dans le premier rang d'icelui, se terminant à un lot de terre (mais ne passant pas sur le dit lot) situé dans le dit premier rang, dans le canton de Hamilton, appartenant à un nommé Paul Frelatte, et le dit lot est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 120, le tout comme étant la propriété de la défenderesse, la compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Pour être vendus au bureau du shérif du comté de Bonaventure, à New-Carlisle, JEUDI le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent un, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New-Carlisle, 31 mai 1901. 2401-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } LPHONSE F. GER-
No 62. } A VAIS, commerçant,
de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre OCTAVE GUERIN, du même lieu, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé au côté est de la rue Grant, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant la moitié sud du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro trois cent quatre vingt-quinze (No 395) ; borné le dit morceau de terre, à l'ouest, en front, par la dite rue Grant, au sud par le lot No 394, à l'est par le lot No 393, et au nord par l'autre partie du dit lot No 395—with une maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais

passing through the township of Nouvelle and the seigniory of Shoolbred, the said railway is situate in the range de la Pointe à la Garde, the range of Shoolbred west, the seigniory of Shoolbred, range Nord du chemin, the range Sud du chemin, range river Nouvelle, west centre and the south west, the east range river Nouvelle, south east and the east range of Shoolbred, and is known on the official plan and book of reference of the said lot number 283 ; passing through the township of Carleton, the said railway is situate in the first and second ranges, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 54 ; passing through the township of Maria, the said railway is situate in the west part of the second range, the west part of the first range, the east part of the first range, the east part of the second range, the Patrickton range, the second Cascapédia range, the first Cascapédia range and in l'île au Cheval, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 70 ; passing through the township of New Richmond, the said railway is situate in the first range, range A, and in the third, fourth and fifth ranges and in the Grand Cascapédia range, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 901, the said railway extending into the township of Hamilton, is situate in the first range thereof, and terminate at a lot of land (but does not extend into said lot), which is situate in said first range, in the township of Hamilton, belonging to one Paul Frelatte, and said lot is known on the official plan and book of reference of the said mentioned township as lot number 120, the whole as the property of the defendant, the Baie des Chaleurs Railway Co.

To be sold at the office of the sheriff of the county of Bonaventure, at New Carlisle, on THURSDAY the ELEVENTH day of JULY next, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, 31st May, 1901. 2402
[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } LPHONSE F. GER-
No. 62. } A VAIS, trader, of the
town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ; against OCTAVE GUERIN, of the same place, Defendant.

A piece of ground lying and situate on the east side of Grant street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the south half of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number three hundred and ninety five (No. 395) ; bounded the said piece of ground, to the west, in front, by the said Grant street, to the south by the lot No. 394, to the east by the lot No. 396, and to the north by the other part of the lot No. 395 aforesaid—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the

Le Justice, en la dite ville de Saint-Jean, le
TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 26 juin 1901. 2719
[Première publication, 29 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } J. NARCISSE DUVAL,
District de Montmagny, } arpenteur, de Saint-
No 342. } Jean Port-Joly; contre
PHILIPPE DESSAINT dit ST. PIERRE, autre-
fois de Saint-Aubert, et maintenant de lieux inconnus
savoir :

1° Une terre connue sous les numéros quatre cent
quarante et un et quatre cent quarante-deux (441
et 442), du cadastre officiel de Saint-Aubert, comté
de l'Islet, deuxième rang; avec réserve, toutefois, en
faveur de Georgianna Dessaint dit St. Pierre, d'une
sucrerie complantée sur le bas de la terre ci-dessus
désignée.

2° Une autre terre, deuxième rang, connue sous
le numéro quatre cent quarante-six (446), du cadas-
tre officiel de Saint-Aubert—le tout avec bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-
Aubert, MARDI, le NEUVIEME jour de JUILLET
prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 5 juin 1901. 2447-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA VILLE DE SAINT-
No 123. } L. LAMBERT, corps politi-
tique et incorporé, ayant ses principaux bureaux et
place d'affaires dans la ville de Saint-Lambert, dans
le district de Montréal, Demand-ressé; contre les
terres et tenements de JOHN M. M. DUFF, des
cité et district de Montréal, en sa qualité de cura-
teur dûment nommé à la succession vacante de feu
David Henry Henderson, en son vivant de la ville
de Saint-Lambert, dans le district de Montréal,
Défendeur.

1° Un terrain, avec circonstances et dépendances,
situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de
Chambly, district de Montréal, et composé des lots
connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi
officiels de la paroisse de Longueuil, sous les
numéros deux cent quatre-vingt-sept, deux cent
quatre-vingt-huit et deux cent quatre-vingt-neuf,
de la subdivision du lot numéro primitif cent
soixante et un; borné en front par le fleuve Saint-
Laurent.

2° Un terrain, avec circonstances et dépendances,

said town of Saint Johns, on the THIRTIETH
day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the
forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 26th June, 1901. 2720
First published, 29th June, 1901.

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } J. NARCISSE DUVAL,
District of Montmagny, } surveyor, of Saint
No. 342. } Jean Port Joly; against
PHILIPPE DESSAINT dit ST. PIERRE, formerly
of Saint Aubert, and now of parts unknown, to wit :

1. A land known as numbers four hundred and
forty one and four hundred and forty-two (441 and
442), of the official cadastre of Saint Aubert, county
of l'Islet, second range; reserving, however, in
favor of Georgianna Dessaint dit St Pierre, a sugary,
planted at the lower end of the land hereinabove
described.

2. Another land, second range, known as num-
ber four hundred and forty-six (446), of the official
cadastre of Saint Aubert; the whole with build-
ings thereon erected, circumstances and depend-
encies.

To be sold at the parochial church door of Saint
Aubert, on TUESDAY, the NINTH day of JULY
next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.
Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 5th June, 1901. 2448
[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TOWN OF SAINT
No. 123. } L. LAMBERT, a body politic
and corporate, having its principal office and place
of business in the town of Saint Lambert, in the
district of Montreal, Plaintiff; against the lands
and tenements of JOHN M. M. DUFF, of the city
and district of Montreal, in his quality of curator
duly named and appointed to the vacant estate of
the late David Henry Henderson, in his lifetime of
the town of Saint Lambert, in the district of Mon-
treal, Defendant.

1. A lot, with circumstances and dependencies,
situate in the town of Saint Lambert, county of
Chambly, district of Montreal, and made up of the
lots known and described on the official plan and
book of reference of the parish of Longueuil, as
numbers two hundred and eighty-seven, two hun-
dred and eighty-eight and two hundred and eighty-
nine, of the subdivision of the lot primitive number
one hundred and sixty-one; bounded in front by
the river Saint Lawrence.

2. A lot, with circumstances and dependencies,

situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros deux cent cinquante-quatre, deux cent cinquante-cinq et deux cent cinquante-six, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par le fleuve Saint-Laurent.

3° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros cent trente, cent trente et un, cent trente-deux et cent trente-trois, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par une rue ou avenue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et au livre de renvoi officiels sous le numéro cent dix-huit, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un, et en profondeur par un chemin public.

4° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par une avenue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro soixante et dix-neuf, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un.

5° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros cent un et cent deux, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par une avenue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro soixante et dix-neuf, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lambert, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 juin 1901. 2709
[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) DAME PHILOMENE
No 1160.) HEBERT dit LE-
COMPTE, de la ville de Notre-Dame des Neiges, district de Montréal, veuve de feu Pierre Claude, en son vivant négociant, du même lieu, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A" annexée au bref en cette cause, de W. EDOUARD GADOUA, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

La partie nord-ouest du lot de terre ou emplacement sis et situé dans le village de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-huit (338), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte Saint-Louis, contenant la dite portion de lot (100) cent pieds de largeur par (145) cent quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par le chemin Papineau, en arrière par une partie du lot trois cent trente-deux (332), des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-ouest par le numéro trois cent trente et un (331), et de l'autre côté au sud-est par le

situé in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers two hundred and fifty-four, two hundred and fifty-five and two hundred and fifty six, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one ; bounded in front by the river Saint Lawrence.

3. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two and one hundred and thirty-three, of the subdivision of the lot of primitive number one hundred and sixty-one ; bounded in front by a projected street or avenue, known and described on the said official plan and book of reference as number one hundred and eighteen, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one, and in depth by the public road.

4. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers ninety-five and ninety-six, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one ; bounded in front by a projected avenue, known and described on the said official plan and book of reference, as number seventy-nine, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one.

5. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers one hundred and one and one hundred and two, of the subdivision of the primitive lot number one hundred and sixty-one ; bounded in front by a projected avenue, known and described on the said official plan and book of reference, as number seventy-nine, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lambert, on the SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th June, 1901. 2710
[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) DAME PHILOMENE
No. 1160.) HEBERT dit LE-
COMPTE, of the town of Notre Dame des Neiges, district of Montreal, widow of the late Pierre Claude, in his lifetime trader, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, of W. EDOUARD GADOUA, formerly of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, Defendant.

The north west part of the lot of land situate and being in the village of La Côte Saint-Louis, county of Hochelaga, known and described as number three hundred and thirty eight (338), of the official plan and book of reference of the said village of La Côte Saint Louis, said portion of lot containing one hundred (100) feet in width by one hundred and forty-five (145) feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by the Papineau road, in rear by a part of lot number three hundred and thirty-two (332), of the said official plan and book of reference, on one side to the north west by number three hundred and thirty-one (331), and on

résidu du dit lot trois cent trente-huit (338)—avec maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Montréal, 26 juin 1901.

[Première publication, 29 juin 1901.]

Shérif.

2715

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH MONTPETIT, marchand-plombier, de la cité et du district de Montréal, faisant affaires seul sous le nom de "Kane & Montpetit", Demandeur ; contre les terres et tenements de BENOIT A. DRAPEAU, du même lieu, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, l'usufruit sur les immeubles ci après mentionnés qui lui a été légué par feu Louis A. Drapeau, en son vivant courtier, de la cité de Montréal, aux termes de son testament solennel reçu devant M^{re} J. Barnabé, le 8 septembre 1897, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-Est, sous le numéro 44941, et tel que rectifié par le dit défendeur et Dame Marie Yvonne Drapeau, épouse séparée de biens de Joseph Aldéric St. Denis, médecin, tous deux domiciliés dans la dite cité de Montréal, devant M^{re} Henri Schetagne, notaire public, pour la province de Québec, résidant dans la ville de Lachine, et ayant un bureau dans la cité de Montréal, laquelle rectification est datée du 17 novembre 1900, savoir :

1° L'usufruit d'un emplacement sis et situé dans la cité et le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, comme étant les lots numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq (54 et 55), de la subdivision officielle du lot officiel onze cent cinquante-cinq (1155 54-55)—avec maison et autres bâties sus-érigées, ayant front, les susdits lots, sur la rue Wolfe.

2° L'usufruit d'un autre emplacement sis et situé dans la dite cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, sous le numéro officiel mille quatre-vingt-neuf (1089) ; borné en front par la rue Visitation—avec maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif,

Montréal, 26 juin 1901

[Première publication, 29 juin 1901]

Shérif.

2713

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } SETH P. LEET, avocat, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de THEODORE WHITE, marchand, du même lieu, en sa qualité de tuteur à Belle Agnès McVeigh, Défendeur, es-qualité.

Saisie comme appartenant au dit défendeur es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

La moitié indivise d'un emplacement faisant front sur la rue Saint-Patrice, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le lot numéro neuf cent quatre-vingt-dix-sept, sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la dite cité de Montréal ; borné en front par la dite rue Saint-Patrice, en arrière par une ruelle, d'un côté par la rue des Seigneurs, et de l'autre côté par le lot numéro de cadastre neuf cent quatre-vingt-seize (996), du dit quartier Sainte-Anne—ensemble avec les bâties dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de

the other side to the south east by the residue of the said lot three hundred and thirty-eight (338)—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Montreal, 26th June, 1901.

[First published, 29th June, 1901.]

Sheriff.

2716

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH MONTPETIT, merchant plumber, of the city and district of Montreal, carrying on business alone under the firm of "Kane & Montpetit," Plaintiff ; against the lands and tenements of BENOIT A. DRAPEAU, of the same place, Defendant.

Seiz-d as belonging to the said defendant, the usufruct of the immovables hereinafter mentioned, which has been bequeathed to him by the late Louis A. Drapeau, in his lifetime broker, of the city of Montreal, by the terms of his solemn will passed before M^{re} J. Barnabé, on the 8th of September, 1897, registered in the registry office of the registration division of Montreal East, under number 44941, and such as rectified by the said defendant and Dame Marie Yvonne Drapeau, wife separated as to property of Joseph Aldéric St. Denis, physician, both domiciled in the said city of Montreal, before M^{re} Henri Schetagne, notary public, for the province of Quebec, residing in the town of Lachine, and having an office in the city of Montreal, which rectification is dated of the 17th of November, 1900, to wit :

1. The usufruct of a lot situate and being in the city and district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of Saint James ward, as being lots numbers fifty-four and fifty-five (54 and 55), of the official subdivision of the official lot eleven hundred and fifty five (1155-54-55)—with house and other buildings thereon erected, said lots fronting on Wolfe street.

2. The usufruct of another lot situate and being in the said city of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of Saint James ward, as official number one thousand and eighty nine (1089) ; bounded in front by Visitation street—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office,

Montreal, 26th June, 1901.

[First published, 29th June, 1901].

Sheriff.

2714

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } SETH P. LEET, advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THEODORE WHITE, merchant, of the same place, in his quality of tutor to Miss Agnes McVeigh, Defendant, es-qualité.

Seiz-d as belonging to the said defendant es-qualité, the following immovable, to wit :

The undivided half of an emplacement fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal, known and distinguished as lot number nine hundred and ninety-seven, on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the said city of Montreal ; bounded in front by said Saint Patrick street, in rear by a lane, on one side by Seigneurs street, and on the other side by lot cadastral number nine hundred and ninety-six (996), of said Saint Ann's ward—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 26 juin 1901. 2717
[Première publication, 29 juin 1901.]

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ALEXANDRE DESMAR-**
No 58. } **TEAU**, curateur et
requérant, à ce dûment autorisé sous l'article 879
du code de procédure civile de la province de
Québec, comme curateur aux biens de **DAME**
ANGELINA PICHETTE, de la cité de Saint-
Henri, épouse judiciairement séparée de biens de
Adolphe Paquette, entrepreneur, du même lieu, et
faisant affaires seule avec l'autorisation de son mari,
dans les cité et district de Montréal, comme mar-
chande publique et entrepreneur de constructions,
sous la raison sociale de "**A. Paquette & Cie**",
faillie.

1° Deux lots de terre situés en la cité de Saint-
Henri, composés chacun des plus grandes parties
des lots de terre connus et désignés sous les numéros
soixante et sept et soixante et huit, de la subdivision
du lot numéro neuf cent quarante et un (941-67-68),
d'après les plan et livre de renvoi officiels de la
municipalité de la paroisse de Montréal, étant con-
tigus, et contenant chacun trente pieds de largeur
en front par soixante et onze pieds de profondeur,
mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de
mesure précise, et formant une étendue de terrain ;
borné en front par la rue Delisle, en arrière par les
résidus des dits lots, mesurant sept pieds et six
pouces de profondeur, du côté nord-est par le lot
numéro soixante et six, de la dite subdivision, et du
côté sud-ouest par le lot numéro soixante et neuf,
de la dite subdivision officielle, et avec droit de pas-
sage en commun avec d'autres dans les ruelles s'y
rattachant—et avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un lot de terre situé dans la dite cité de
Saint-Henri, composé de la plus grande partie du
lot de terre connu et désigné sous le numéro soi-
xante et neuf, de la subdivision du lot numéro neuf
cent cent quarante et un (941-69), d'après les plan
et livre de renvoi officiels de la municipalité de la
paroisse de Montréal, contenant trente pieds de
largeur en front par soixante et onze pieds de pro-
fondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, sans
garantie de mesure précise ; borné en front par la rue
Delisle, en arrière par le résidu du dit lot mesurant
quatre pieds et six pouces de profondeur, du côté
nord-est par le numéro soixante et huit (68), de la
dite subdivision, et du côté sud-ouest par le lot
numéro soixante et dix (70), de la dite subdivision
officielle—avec droit de passage en commun avec
d'autres dans les ruelles s'y rattachant.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain,
à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 27 juin 1901. 2615
[Première publication du 22 juin 1901, est nulle.]

[Première publication, 29 juin 1901.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **NAPOLEON SAINT-**
No 72. } **AMOUR ET PROUL**
DOUCET, de la cité et du district de Montréal,
curateurs conjoints et requérants, à ce dûment
autorisés sous l'article 879 du code de procédure
civile de la province de Québec, comme curateurs
aux biens de **ADELARD BINETTE**, entrepreneur-
plombier, de la ville de Lachine, dans le district de
Montréal, failli.

Un emplacement situé à Lachine, dans le comté

on the FIRST day of AUGUST next, at TWO
o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 26th June, 1901. 2718
[First published, 29th June, 1901.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ALEXANDRE DESMAR-**
No 58. } **TEAU**, curator and peti-
tioner, hereunto duly authorized under article 879
of the code of civil procedure of the province of
Quebec, as curator to the estate of **DAME**
ANGELINA PICHETTE, of the city of Saint
Henri, wife judicially separated as to property of
Adolphe Paquette, contractor, of the same place,
and doing business there alone with the authorization
of her husband, in the city and district of Montreal,
as a public trader and building contractor, under
the style and firm of "**A. Paquette & Cie**",
insolvent.

1. Two lots of land situate in the city of Saint
Henri, composed each of the greater part of the lots
of land known and described as numbers sixty-seven
and sixty-eight, of the subdivision of the lot number
nine hundred and forty-one (941-67-68), according
to the official plan and book of reference of the
municipality of the parish of Montreal, being con-
tiguous and containing each thirty feet width in
front by seventy-one feet in depth, english measure,
and more or less, without warranty of precise mea-
surement, and forming an extent of land ; bounded
in front by Delisle street, in rear by the residues of
the said lots, measuring seven feet six inches in
depth, on the north east side by lot number sixty-
six, of the said subdivision, and on the south west
side by lot number sixty-nine, of the said official
subdivision, and with right of passage in common
with others in the lanes attached thereto—and with
the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the said city of Saint
Henri, composed of the greater part of the lot of
land known and described as number sixty-nine, of
the subdivision of the lot number nine hundred and
forty-one (941-69), according to the official plan and
book of reference of the municipality of the parish
of Montreal, containing thirty feet in width in front
by seventy-one feet in depth, english measure, and
more or less, without warranty of precise mea-
surement ; bounded in front by Delisle street, in rear
by the residue of the said lot measuring four feet
six inches in depth, on the north east side by num-
ber sixty-eight (68), of the said subdivision,
and on the south west side by lot number seventy
(70), of the said official subdivision with right of
passage in common with others in the lanes attached
thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SECOND day of AUGUST next, at TWO
o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 27th June, 1901. 2616
[First publication of 22nd June, 1901, is null.]

[First published, 29th June, 1901.]

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **NAPOLEON SAINT-**
No 72. } **AMOUR AND PROUL**
DOUCET, of the city and district of Montreal,
joint curators and petitioners, hereunto duly
authorized under article 879 of the code of civil
procedure of the province of Quebec, as curators
to the estate of **ADELARD BINETTE**, contractor
plumber, of the town of Lachine, in the district of
Montreal, insolvent.

A lot situate at Lachine, in the county of Jacques

de Jacques-Cartier ; borné en front vers l'ouest par la rue Sainte-Joséphine, connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-deux (522), sur le plan et au livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, dit district, avec les dépendances y érigées, et y compris le passage mitoyen de neuf pieds de largeur par cinquante-quatre pieds de profondeur, établi entre le lot de terre numéro cinq cent vingt-deux et le lot de terre contigu, connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-trois (523), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 4 juin 1901. 2431-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **N** APOLEON CHAR-
No 3160. } **N** BONNEAU, avocat,
du village de la Pointe-Claire, et Hormidas Pelletier,
avocat, de la ville de Saint-Louis, pratiquant à
Montréal, en société sous les nom et raison de
"Charbonneau & Pelletier," avocats distrayants
dans une certaine cause où TREFLE BASTIEN,
entrepreneur, de la cité et du district de Montréal,
était Demandeur, JEAN-BAPTISTE FILIA-
TRAULT ST-LOUIS, cultivateur, de la paroisse
de Sainte-Rose, dans le district de Montréal, et
Dame Julie Desjardins, épouse du dit Jean-Baptiste
Filiatrault St-Louis, et de lui séparée de biens
en vertu du jugement de la cour supérieure du
district de Montréal, en date du quatre octobre 1895,
le dit Filiatrault St-Louis, tant personnellement
que pour autoriser sa dite épouse, étaient Défendeurs,
la dite dame Julie Desjardins *et vir*, opposante,
et le dit demandeur contestant ; contre les
terres et tenements de DAME JULIE DESJARDINS,
la dite opposante.

La moitié indivise de la terre connue sous le
numéro quatre cent quatre (404), des plan et livre
de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose,
comté de Laval, district de Montréal, laquelle terre
est bornée en front par les numéros officiels quatre
cent deux (402) et trois cent quatre vingt-dix-neuf
(399), d'un côté par le numéro quatre cent cinq
(405), et de l'autre côté par le numéro trois cent
quatre-vingt-dix-huit (398), des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, et en
arrière par les terres de la paroisse de Saint-Vincent
de Paul—avec bâtisse et dépendances y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Rose, le DIXIEME jour de
JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-
midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 4 juin 1901. 2433-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **G** USTAVE PROTEAU,
No 892. } **G** brasseur, et CHARLES
CARIGNAN, marchand, faisant le commerce en
la cité de Québec, en société comme brasseurs, sous
les nom et raison de "Proteau & Carignan ; contre
HERMENEGILDE AUDET, du lieu appelé

Cartier ; bounded in front to the west by Sainte
Josephine street, known and described as number
five hundred and twenty-two (522), on the official
plan and book of reference for the town of Lachine,
said district, with the dependencies thereon erected,
comprising therein the common passage of nine
feet in width by fifty-four feet in depth, established
between lot of land number five hundred and
twenty-two and the lot of land contiguous to it, and
known and described as number five hundred and
twenty-three (523), on the official plan and book of
reference for the said town of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the ELEVENTH day of JULY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 4th June, 1901. 2432
[First published, 8th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit : } **N** APOLEON CHARBON-
No. 3160. } **N** NEAU, advocate, of the
village of La Pointe Claire, and Hormidas Pelletier,
advocate, of the town of Saint Louis, practising at
Montreal, in partnership under the style and firm
of "Charbonneau & Pelletier," attorneys distract-
ing in a certain cause were TREFLE BASTIEN,
contractor, of the city and district of Montreal, was
plaintiff, JEAN-BAPTISTE FILIATRAULT ST-
LOUIS, farmer, of the parish of Sainte Rose, in the
district of Montreal, and Dame Julie Desjar-
dins, wife of the said Jean-Baptiste Filiatrault St-
Louis, and from him duly separated as to property
in virtue of the judgment of the superior court of
the district of Montreal, dated the fourth of October,
1895, the said Filiatrault St Louis as well personally
as to authorize his said wife, were defendants, the
said Dame Julie Desjardins *et vir*, opposants, and
the said plaintiff contesting ; against the lands and
tenements of DAME JULIE DESJARDINS, the
said opposant.

The undivided half of the land known as number
four hundred and four (404), of the official plan
and book of reference of the parish of Sainte Rose,
county of Laval, district of Montreal, which land is
bounded in front by the official numbers four
hundred and two (402) and three hundred and
ninety nine (399), on one side by number four
hundred and five (405), and on the other side by
number three hundred and ninety-eight (398), of
the official plan and book of reference of the parish
of Sainte Rose, and in rear by the lands of the
parish of Saint Vincent de Paul—with building
and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Sainte Rose, on the TENTH day of
JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 4th June, 1901. 2434
[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
der mentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } **G** USTAVE PROTEAU, brewer,
No. 892. } **G** and CHARLES CARIGNAN,
merchant, carrying on business in the city of
Quebec, in copartnership as brewers, under the
name and style of "Proteau & Carignan ; against
HERMENEGILDE AUDET, of the place called

Sault-Sainte-Marie, dans la province d'Ontario, à savoir :

Partie du lot No. 116 (cent seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, étant un emplacement situé au bas du Sault, en la mission Saint-Grégoire, contenant quatre perches moins deux pieds, plus ou moins, de front de l'est à l'ouest, étant la moitié de la largeur du dit lot, sur soixante et dix pieds de profondeur du nord au sud ; borné en front vers le sud à un chemin de quinze pieds de largeur, vers le nord à partie du dit lot No 116, joignant à l'est au No 109, et au sud-ouest à partie du dit lot No 116—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, comté de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 13 juin 1901. 2539-2
[Première publication, 15 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } L'HONORABLE CHARLES
No 4326. } GILL, Demandeur ; contre
ALBERT CARON, Défendeur.

1° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, en la concession de la Côte Saint-Michel, étant le lot numéro six cent cinquante-sept (No 657), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances.

2° Une portion de terre située en la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, en la concession de la Côte Saint-Michel, étant le lot numéro six cent cinquante-huit (No 658), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances.

3° Une portion de terre située en la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, en la concession de la Côte Saint-Michel, étant les lots numéros six cent vingt-deux (No 622), six cent vingt-trois (No 623) et six cent vingt-quatre (No 624), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 26 juin 1901. 2743
[Première publication, 29 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME MARIE-
No 128. } DANNE BEDARD,
Demanderesse; contre ROGER BERGERON, Défendeur.

Sault Sainte Marie, in the province of Ontario, to wit :

Part of lot No. 116 (one hundred and sixteen), of the official cadastre for the parish of Beauport, being a lot situate at the lower part of the "Sault", in the Saint Grégoire Mission, containing four perches, less two feet, more or less, in front from east to west, being the half of the width of the said lot, by seventy feet in depth from the north to the south ; bounded in front towards the south by a road of fifteen feet in width, towards the north to part of said lot No. 116, adjoining on the east No 109, and on the south west to part of said lot No. 116—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Beauport, county of Quebec, on the NINE-TEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 13th June, 1901. 2540
[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } THE HONORABLE CHARLES
No. 4326. } GILL, Plaintiff ; against
ALBERT CARON, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint Zéphirin de Courval, in the concession of the Côte Saint Michel, being number six hundred and fifty-seven (No. 657), of the official cadastre of the said parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependencies.

2. A piece of land situate in the parish of Saint Zéphirin de Courval, in the concession of the Côte Saint Michel, being lot number six hundred and fifty-eight (No. 658), of the official cadastre of the said parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependencies.

A portion of land situate in the said parish of Saint Zéphirin de Courval, in the concession of the Côte Saint Michel, being lots numbers six hundred and twenty-two (No. 622), six hundred and twenty-three (No. 623) and six hundred and twenty-four (No. 624), of the official cadastre of the said parish of Saint Zéphirin de Courval—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Zéphirin de Courval, on the THIRTY-FIRST day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 26th June, 1901. 2744
[First published, 29th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME MARIE ANNE
No. 128. } BEDARD, Plaintiff ;
against ROGER BERGERON, Defendant.

Un lot de terre situé à "Shawinigan Falls," formant partie du lot officiel six cent vingt-huit (628), du plan cadastral et livre de renvoi officiel de la paroisse de Sainte-Flore, connue comme étant la subdivision numéro six cent vingt-huit (628), trois cent quarante-six (346), au plan préparé par J. P. B. Casgrain, arpenteur provincial, et déposé, contenant quatre-vingt-quatre pieds et deux pouces de front sur une largeur de soixante et sept pieds, plus ou moins, au bout de la profondeur sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur; borné au front à la Quatrième rue, Nos 628, 345, en arrière à une ruelle, Nos 628, 340, du côté sud-est au Nos 628, 345, et à l'ouest à Station avenue, Nos 628, 347—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 5 juin 1901. 2449-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois Rivières, à savoir : DAME OLIVE VAL-
No 62. LEE, Demanderesse ; vs. VICTOR DESMARAIS, Défendeur.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, coin des rues Saint-Pierre et avenue Lavolette ou rue Deschamps, contenant quatre-vingt-cinq pieds de front sur la rue Saint-Pierre ou sur cent vingt pieds de profondeur sur l'avenue Lavolette ou rue Deschamps, formant neuf mille huit cent quinze pieds en superficie—avec quatre maisons dessus construites circonstances, et dépendances, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille cent soixante et douze (2172), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 5 juin 1901. 2425-2
[Première publication, 8 juin 1901.]

A lot of land situate at Shawinigan Falls, forming part of the official lot six hundred and twenty-eight (628), of the cadastral plan and official book of reference of the parish of Sainte Flore, known as being subdivision number six hundred and twenty-eight (628), three hundred and forty-six (346), on the plan prepared by J. P. B. Casgrain, provincial surveyor, and fyled, containing eighty-four feet two inches in front by a width of sixty-seven feet, more or less, at the end of the depth by ninety-two feet in depth; bounded in front by the Fourth, street Nos. 628, 349, in rear by a lane Nos. 628, 340, on the south east side by Nos. 628, 345, and on the west by Station avenue, Nos. 628, 347—with a house thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 5th June, 1901. 1450
[First published, 8th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : DAME OLIVE VAL-
No. 62. LEE; Plaintiff, vs. VICTOR DESMARAIS, Defendant.

A lot situate in the city of Three Rivers, corner of Saint Peter street and Lavolette avenue or Deschamps street, containing eighty feet in front on Saint Peter street, by one hundred and twenty feet in depth on Lavolette avenue or Deschamps street, forming nine thousand eight hundred and fifteen feet in area—with four houses thereon erected, circumstances and dependencies, known and described as lot number two thousand one hundred and seventy-two (2172), on the plan and in the book of reference of the official cadastre for the city of Three Rivers.

To be sold at my office, in the city of Three Rivers, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 5th June, 1901. 2426
[First published, 8th June, 1901.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 20 juin 1901, d'adoindre les personnes dont les noms suivent, à la commission de la paix des districts suivants :

District de Bedford : Edgar de Forest Holden, gentilhomme, de Saint-Armand Centre, comté de Missisquoi.

District de Saguenay : Richard Henry Scougall, propriétaire de moulins, de la rivière Manicouagan, comté de Saguenay.

District de Richelieu : Joseph Pigeon, cultivateur, de la paroisse de Verchères, comté de Verchères.

District de Kamouraska : Paul Rossignol, cultivateur, de la paroisse de Saint Denis, comté de Kamouraska.

District de Montréal : Gaudias Schlybert, marchand, de la municipalité de Villaray, comté d'Hoche-laga, Farguhar Robertson, marchand de charbon, 30e avenue, Ontario ; James Alexander Stevenson, marchand de cuir, 141, rue Drummond, dans la cité de Montréal ; Robert Walter Oliver, gentilhomme, 37e avenue, Rosemount, Westmount ; Octave Mandeville et Michel Galarneau, commerçants, de la municipalité de Villaray, dans le comté d'Hoche-laga ; Alphonse Champagne, plombier, 313, rue Saint-Hubert ; Thomas Carli, statuaire, 35, rue Saint-Hubert, de la cité de Montréal. 2711

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June, 1901, to associate the persons whose the names follows to the commission of the peace for the following districts :

District of Bedford : Edgar de Forest Holden, gentleman, of Saint Armand Centre, county of Missisquoi.

District of Saguenay : Richard Henry Scougall, mill owner, of river Manicouagan, county of Saguenay.

District of Richelieu : Joseph Pigeon, farmer, of the parish of Verchères, county of Verchères.

District of Kamouraska : Paul Rossignol, farmer, of the parish of Saint Denis, county of Kamouraska.

District of Montreal : Gaudias Schlybert, trader, of the municipality of Villaray, county of Hoche-laga, Farguhar Robertson, coal merchant, 30th Ontario avenue ; James Alexander Stevenson, leather merchant, 141, Drummond street, in the city of Montreal ; Robert Walter Oliver, gentleman, 37th Rosemount avenue, Westmount ; Octave Mandeville and Michel Galarneau, traders, of the municipality of Villaray, in the county of Hoche-laga ; Alphonse Champagne, plumber, 313, Saint Hubert street, Thomas Carli, statuary, 35, Saint Hubert street, of the city of Montreal. 2712

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Cabano.

Lots 23 et 24, du 3e rang, à Achille Ouellet.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 29 juin 1901.

2747

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Oscar Voisard, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli, par l'honorable juge Mathieu, en date du 27 juin 1901.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

Montréal, 27 juin 1901. 2739

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Alphonse Bastien, Insolvable ;

et

Bilodeau & Chalifour, Curateurs.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux, à partir du 15 juillet 1901.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 juin 1901. 2741

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de J. B. Lamontagne, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 21 juin 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 21 juin 1901. 2745

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Cabano.

Lots 23 and 24, of 3rd range, to Achille Ouellet.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 29th June, 1901.

2748

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } Superior Court.

In re Oscar Voisard, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montréal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate, by Honorable judge Mathieu, on the 27th June, 1901.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

Montréal, 27th June, 1901. 2740

Province of Québec, }
District of Montréal. } Superior Court

In re Alphonse Bastien, Insolvent ;

and

Bilodeau & Chalifour, Curators.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at our offices, from the 15th July, 1901.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

15, Saint James street.
Montréal, 21st June, 1901. 2742

Province of Québec, }
District of Québec. } Superior Court.

In the matter of J. B. Lamontagne, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honorable judge, dated the 21st June, 1901, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 21st June, 1901. 2746

Province de Québec,
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
La Compagnie John L. Cassidy,
Requérant-cession ;

et
Dame Mary A. Lee, marchande publique, de la
ville de Grand'Mère, Débitrice-cédante.
Avis est par le présent donné que le 26 juin cou-
rant, Dame A. Lee a fait abandon de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire de la cour supérieure pour le district
des Trois-Rivières.

W. DENONCOURT,
Procureur du requérant cession.
Trois-Rivières, 26 juin 1901. 2731

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 26

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : —
Divers lots de Stoke à Brompton, comté de
Richmond, 1470.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS : — Demi lot, municipi-
palité S. C. de Jésus à Saint-Victor de Tring,
comté de Beauce, 1469 ; Divers lots de Ham
Sud-Ouest à N.-D. de Lourdes de Ham Nord,
1468 ; Divers lots d'Orford à Orford, comté
de Sherbrooke, 1469 ; Divers lots de Sainte-
Jeanne de Neuville à Bois de l'Ail, comté de
Portneuf, 1468 ; Divers lots de Saint-Samuel
de Horton à Sainte-Eulalie, comté de Nicolet,
1468.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,
etc., 1465.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA : —
Hull Electric Coy, 1479.

AVIS : — Loi relative aux différends ouvriers de
Québec, 1469.

BARREAU : — Section de Bedford : — Candidats à la
pratique du droit, 1479.

Section de Saint-François : — Candidats à la pra-
tique du droit, 1479.

Section de Montréal : — Candidats à la pratique du
droit, 1480.

Section de Québec : — Candidats à la pratique du
droit, 1480.

Section des Trois-Rivières : — Candidats à l'étude
et à la pratique du droit, 1481.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-
blée législative, 1471 ; Conseil législatif, 1470.

FAILLIS : — Bastien, 1495 ; Dalglish, 1481 ; Dme
Lee, 1496 ; Lamontagne, 1495 ; Lusher,
1481 ; Voisard, 1495.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie F.
Lapointe, 1477 ; Le Club Saint-Ours, 1477 ;
Shawinigan Lumber & Wood working Coy,
1476 ; The C. P. Coy Limited, 1474 ; The
Natashquan Iron Coy, 1475 ; The Quebec
Combination Rack Coy, 1476 ; The Richelieu
Cordage Coy, 1473 ; The Terreault Steel and
Malleable Iron Coy, 1475.

LETTRES PATENTES EMISES : — Le Club Frontenac,
1467 ; The Montreal Chrome Iron Coy, 1.66 ;
The Wire and Cable Coy, 1467.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : —
De Téléphore Fortin à Jos. Onézime Paré,
1469.

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
The John L. Cassidy Company,
Petitioner for assignment ;

and
Dame Mary A. Lee, public trader, of the town of
Grand'Mère, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that on the 26th day of
June instant, Dame A. Lee has made a judicial
abandonment of her property for the benefit of her
creditors, at the prothonotary's office of the superior
court for the district of Three Rivers.

W. DENONCOURT,
Attorney for petitioner in assignment.
Three Rivers, 26th June, 1901. 2732

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : —
Several lots of stoke, at Brompton, county of
Richmond, 1432.

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Half lot, municipality
S. C. de Jésus to Saint Victor de Tring, county
of Beauce, 1469 ; Several lots of Ham South
West to N. D. de Lourdes of Ham North,
1468 ; Several lots of Orford to Orford, county
of Sherbrooke, 1469 ; Several lots of Sainte
Jeanne de Neuville to Bois de l'Ail, county of
Portneuf, 1468 ; Several lots of Saint Samuel
de Horton to Sainte Eulalie, county of Nicolet,
1468.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices
&c. 1465.

GENERAL MEETING OF THE SHAREHOLDERS OF THE : —
Hull Electric Co., 1479.

NOTICE : — Law respecting the Quebec Trade Dis-
putes Act, 1469.

BAR : — Section of Bedford : — Candidates to study
of law, 1479.

Section of Saint Francis : — Candidates to the
practice of law, 1479.

Section of Montreal : — Candidates to the practice
of law, 1480.

Section of Quebec : — Candidates to the practice of
law, 1480.

Section of Three Rivers : — Candidates to study and
practice of law, 1481.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —
Legislative Assembly, 1471 ; Legislative Council,
1470.

INSOLVENTS : — Bastien, 1495 ; Dalglish, 1481 ; Dme
Lee, 1496 ; Lamontagne, 1495 ; Lusher, 1481 ;
Voisard, 1495.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —
The F. Lapointe Coy, 1477 ; Le Club Saint
Ours, 1477 ; Shawinigan Lumber & Wood work-
ing Coy, 1476 ; The C. P. Coy Limited, 1474 ;
The Natashquan Iron Coy, 1475 ; The Quebec
Combination Rack Coy, 1476 ; The Richelieu
Cordage Coy, 1473 ; The Terreault Steel and
Malleable Iron Coy, 1475.

LETTERS PATENT GRANTED : — Le Club Frontenac,
1467 ; The Montreal Chrome Iron Coy, 1466 ;
The Wire and Cable Coy, 1467.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : —
From Téléphore Fortin to Jos. Onézime Paré,
1469.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'ériger en :—
Lac des Seize Iles, comté d'Argenteuil, 1470.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE :—Saint-Louis de
Gonzague, 1468.

NOMINATIONS :—*Commissaire d'école* :—Cité de Qué-
bec, 1465 ; cité de Montréal, 1465.

Greffier Cour de Magistrat :—Paroisse Saint-
Gédéon, Lac Saint-Jean, 1466.

Juges de Paix :—Districts de Bedford, 1494 ;
Kamouraska, 1494 ; Montréal, 1494 ; Saguenay,
1494.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1466.

RÈGLE DE COUR :—Dansereau vs. Bradshaw, 1482.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Bélard vs Clavet,
1478 ; Chamberlain vs Stanbridge, 1479 ; Côté
vs Baril, 1478 ; Mahieu vs Boisseau, 1478 ;
Nicholson vs Deegan, 1478.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Roy vs Dme
Mercier, 1479.

TERRES DE LA COURONNE :—*Act of cancellation*,
etc :—Cabano, 1495 ; Pabos, 1468 ; Price, 1468.

VENTE D'IMMEUBLE :—Lamontagne, 1481.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Lachance vs Leclerc, 1482.

BEAUCÉ :—Delle Angers vs succession Busque,
1483 ; Pomerleau vs Mahieu, 1483.

BEAUFARNOIS :—Lamothe et al *vs qual* vs Dme
Burke, 1483 ; Lecompte vs Lefebvre, 1483 ;
Shank vs Cameron, 1484.

BEDFORD :—Bouchard vs Robert, 1485 ; Connolly
vs Stanbridge, 1485 ; Park vs Sloggett, 1484.

GASPÉ :—Connolly vs The Baie des Chaleurs
Railway Co. et al, 1486.

IBERVILLE :—Gervais vs Guerin, 1487.

MONTMAGNY :—Duval vs Dessaint, 1488.

MONTREAL :—Binette, failli, 1491 ; Charbonneau
et Pelletier vs Dme Desjardins, 1492 ; Dme
Hébert vs Gadona, 1489 ; Dme Pichette,
faillie, 1491 ; La ville de Saint-Lambert vs
Duff *vs qual*, 1488 ; Leet vs White *vs qual*,
1490 ; Montpetit vs Drapeau, 1490.

QUÉBEC :—Proteau & Carignan vs Aulet, 1492.

RICHELIEU :—Gill vs Caron, 1493.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Bedard vs Bergeron,
1493 ; Dme Vallée vs Desmarais, 1494.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to erect in :—
Lac des Seize Iles, county of Argenteuil, 1470.

SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED :—Saint Louis de
Gonzague, 1468.

APPOINTMENTS :—*School commissioners* :—City of
Québec, 1465 ; city of Montreal, 1465.

Clerk of Magistrate's Court :—Parish Saint Gédéon,
Lake Saint John, 1466.

Justices of the Peace :—Districts of Bedford, 1494 ;
Kamouraska, 1494 ; Montreal, 1494 ; Sague-
nay, 1494.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1466.

RULE OF COURT :—Dansereau vs Bradshaw, 1482.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Bélard vs
Clavet, 1478 ; Chamberlain vs Stanbridge, 1479 ;
Côté vs Baril, 1478 ; Mahieu vs Boisseau, 1478 ;
Nicholson vs Deegan, 1478.

SÉPARATION FROM BED AND BOARD :—Roy vs Dme
Mercier, 1479.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc* :—Town-
ships Cabano, 1495 ; Pabos, 1468 ; Price, 1468.

SALE OF IMMOVABLE PROPERTY :—Lamontagne, 1481.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Lachance vs Leclerc, 1482.

BEAUCÉ :—Delle Angers vs estate Busque, 1483 ;
Pomerleau vs Mahieu, 1483.

BEAUFARNOIS :—Lamothe et al *vs qual* vs Dme
Burke, 1483 ; Lecompte vs Lefebvre, 1483 ;
Shank vs Cameron, 1484.

BEDFORD :—Bouchard vs Robert, 1485 ; Connolly
vs Stanbridge, 1485 ; Park vs Sloggett, 1484.

GASPÉ :—Connolly vs The Baie des Chaleurs
Railway Co. et al 1486.

IBERVILLE :—Gervais vs Guerin, 1487.

MONTMAGNY :—Duval vs Dessaint, 1488.

MONTREAL :—Binette, insolvent, 1491 ; Char-
bonneau and Pelletier vs Dme Desjardins,
1492 ; Dme Hébert vs Gadona, 1489 ; Dme
Pichette, insolvent, 1491 ; The town of Saint
Lambert vs Duff *vs qual*, 1488 ; Leet vs White
vs qual, 1490 ; Montpetit vs Drapeau, 1490.

QUÉBEC :—Proteau & Carignan vs Audet, 1492.

RICHELIEU :—Gill vs Caron, 1493.

THREE RIVERS :—Dme Bedard vs Bergeron,
1493 ; Dme Vallée vs Desmarais, 1494.

